

# EXAMEN NATIONAL DE L'EXPORT VERT DU SÉNÉGAL

Etude préliminaire de la CNUCED



## **Note**

Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Le texte de la présente publication peut être cité ou reproduit, sous réserve qu'il soit fait mention de la source et qu'un exemplaire de la publication où sera reproduit l'extrait cité soit communiqué au secrétariat de la CNUCED.

***Ce document a été reproduit sans avoir été édité de manière formelle. Il constitue une version de travail préparée afin de servir de base aux travaux de l'atelier de lancement de l'ENEV du Sénégal et sera révisé à l'issue de cet atelier.***

***Dans le cadre des prochaines étapes de l'ENEV, une étude approfondie des filières cibles sera conduite par des experts nationaux et soumise à la validation des autorités nationales.***

## **Remerciements**

La présente étude a été élaborée par Malick KANE et Neema Toyb (CNUCED).

Cheikh Fofana, point focal de l'ENEV du Sénégal (MEDD), Oulimata Fall (ITC) et Malick Diallo (Mission Permanente de la République du Sénégal à Genève) ont apporté une importante contribution à la préparation de ce document.

Elmostafa Aitamor et Abdulhakim Elwaer (BID) ont apporté un appui essentiel à la préparation et à la coordination des travaux de l'ENEV au niveau de la Banque Islamique de Développement.

L'ENEV du Sénégal est réalisée avec le soutien de la Banque Islamique de Développement et du Compte de Développement des Nations Unies (projet 1415L) et de la CNUCED.

## Avant-propos

Le soutien de la Banque Islamique de Développement (BID) à l'ENEV du Sénégal a été annoncé lors d'un événement conjointement organisé par la BID et la CNUCED en marge de la 22<sup>ème</sup> Conférence des Parties de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) à Marrakech en novembre 2016.

La BID se veut un partenaire en vue de l'atteinte des objectifs de développement durable et collabore avec les Nations Unies dans de nombreux domaines tels que la lutte contre changement climatique, la protection de l'environnement, la lutte contre la pauvreté et l'aide pour le commerce.



## Table des matières

<b>Introduction</b> .....	1
<b>I. L'ENEV: fondement, objectifs et étapes clés</b> .....	2
A. Export vert: opportunités et bénéfices .....	2
B. Les Examens nationaux de l'export vert de la CNUCED .....	3
C. Les secteurs verts dans l'économie nationale .....	4
<b>II. Contexte national et cadre stratégique de développement durable</b> .....	6
A. Contexte économique, social et environnemental .....	6
1. Croissance économique et structure du PIB .....	6
2. Investissement direct étranger (IDE) .....	7
3. Environnement des affaires .....	7
4. Structure des exportations .....	8
B. Cadre Stratégique de développement durable .....	11
1. Le Plan Sénégal Emergent (PSE) .....	11
2. Stratégie Nationale de Développement Durable (SNDD) .....	12
C. Expériences dans le domaine de l'Economie Verte .....	13
<b>III Aperçu des potentiels secteurs d'export verts identifiés</b> .....	15
A. Résultats de l'analyse préliminaire des exportations sénégalaises .....	15
B. Filière anacarde .....	18
C. Filières mangue et banane .....	22
1. La filière mangue .....	22
2. La filière banane .....	24
D. Filière produits de la mer .....	26
E. Filière des Cosmétiques naturels .....	29
F. Examen et sélection des secteurs lors de l'Atelier national .....	33
<b>Bibliographie</b> .....	34

## Introduction

La transition vers un mode de développement durable est un impératif majeur consacré dans le document final de la Conférence de Rio sur le développement durable en 2012<sup>1</sup>. Cette ambition est également traduite au travers des Objectifs de Développement Durable (ODD), notamment au niveau de l'objectif 12 sur la consommation et la production responsables et de l'objectif 8 sur le travail décent et la croissance économique. Plus récemment le Nairobi Maafikiano adopté à l'issue de la 14ème Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED) en juillet 2016 a réaffirmé le rôle de la CNUCED en vue d'aider les pays en développement à diversifier leur production et leurs exportations, en particulier dans de nouveaux secteurs de croissance durable. Le Nairobi Maafikiano a également souligné l'importance pour la CNUCED de concevoir des approches visant à stimuler la diversification économique et à promouvoir une production à plus forte valeur ajoutée, notamment par le biais du commerce.

Le passage à une économie verte est appelé à contribuer de façon grandissante à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté tout en permettant l'adoption d'une gestion plus durable de l'environnement. A cet égard, le commerce international peut jouer un rôle de catalyseur tant pour la réduction de l'impact environnemental des activités économiques, qu'en vue de l'utilisation durable des ressources naturelles afin d'améliorer les conditions de subsistance des individus. C'est dans cette perspective que la CNUCED a lancé une série d'Examen Nationaux de l'Export Vert (ENEV).

A ce jour, neuf ENEV ont été conduits ou sont en cours de réalisation dans neuf pays en développement ou en transition d'Afrique, d'Amérique, d'Europe et du Pacifique. L'ENEV du Sénégal est mis en œuvre dans le cadre d'un partenariat entre la CNUCED et la Banque Islamique de Développement et est piloté au plan national par le Ministère de l'Environnement du Sénégal en collaboration avec le Ministère du Commerce.

Le présent rapport a été préparé afin servir de base aux travaux du premier Atelier national de l'ENEV de Sénégal qui se tiendra les 24 et 25 octobre 2017 à Dakar. Il a été rédigé sur la base d'une analyse des exportations sénégalaises, d'études sectorielles et de documents d'orientation stratégiques émanant des autorités sénégalaises et d'organisations internationales. Dans sa première partie, il présente l'ENEV et ses étapes clés. Par la suite il passe en revue les éléments contextuels pertinents, tels que la structure des exportations sénégalaises ou les grandes orientations nationales en matière de développement tels que le Plan Sénégal Emergent ou la Stratégie Nationale de Développement Durable. Enfin, dans l'optique des discussions de l'atelier de lancement de l'ENEV, il dresse un panorama des 5 filières de productions et d'export qui seront considérées par les parties prenantes en vue de la sélection des deux filières prioritaires du projet.

---

<sup>1</sup>Document adopté par l'Assemblée Générale de l'ONU; résolution 66/288: "L'avenir que nous voulons"

# **I. L'ENEV: fondement, objectifs et étapes clés**

## **A. Export vert: opportunités et bénéfiques**

Les effets attendus de la transition vers une économie verte incluent une diversification accrue de l'économie, la création d'emplois, l'accroissement des revenus d'exportation, la réduction de la pauvreté ainsi qu'une plus grande équité sociale et une meilleure protection de l'environnement. Une économie plus verte est portée par la demande interne et extérieure de biens et services verts tels que les produits alimentaires "biologiques", l'écotourisme ou encore le recyclage des déchets. Elle est un des piliers des stratégies de lutte contre le changement climatique et de promotion du développement durable comme l'attestent les conclusions du sommet Rio+20 de 2012 et les Objectifs de développement durable adoptés le 25 septembre 2015 par l'Assemblée Générale des Nations Unies.

De nombreuses activités vertes ne représentent qu'une faible fraction de leur équivalent conventionnel ce qui semble indiquer l'existence d'un vaste potentiel de croissance. Que ce soit en matière de biens de haute technologie, de produits manufacturés de base ou de services, les opportunités d'export offertes par une économie verte en plein essor sont importantes. Le développement des secteurs verts s'effectue par ailleurs à un rythme plus soutenu que celui du reste du commerce mondial et cette tendance devrait perdurer.

Les pays en développement disposent d'un large potentiel inexploité pour le développement de secteurs verts. Dans ce contexte, le commerce international, à travers l'importation et l'exportation de produits verts, peut faciliter leur expansion. D'importants défis restent cependant à relever afin de tirer parti de ce potentiel. Un des prérequis essentiels pour atteindre cet objectif est la création d'un environnement favorable. Ceci passe par l'optimisation des cadres institutionnels et normatifs ainsi que par le développement des capacités productives, des investissements et des services financiers associés aux secteurs verts de l'économie. Une plus grande ouverture aux échanges et une attention approfondie vis-à-vis des questions d'équité sociale sont également souhaitables.

Alors que les entreprises des pays en développement les plus industrialisés saisissent des opportunités d'export liées aux technologies vertes, celles des pays moins industrialisés continuent de développer leur capacité d'export dans des secteurs tels que: les produits alimentaires "biologiques", les cosmétiques naturels, les biocarburants ou encore les produits de la pêche durable. Dans tous ces secteurs, les exportations des pays en développement connaissent une forte croissance qui se traduit notamment par des progrès en matière de développement rural et de protection de l'environnement.

En plus de ces biens verts, les services verts et plus particulièrement ceux en relation avec le tourisme offrent une large gamme d'opportunités d'export aux pays en développement. Le Programme des Nations Unies pour L'Environnement (PNUE) estime ainsi que l'écotourisme permet aux acteurs économiques locaux de capturer une part des revenus touristique jusqu'à 4,75 fois plus importante que les formules de voyage dites "tout compris"<sup>2</sup>.

Des secteurs verts dynamiques peuvent ainsi contribuer de façon significative à l'atteinte des objectifs nationaux dans les domaines économiques et sociaux.

---

<sup>2</sup>UNEP (2013)

## **B. Les Examens nationaux de l'export vert de la CNUCED**

Les ENEV répondent à la demande croissante des pays pour une évaluation complète de leur potentiel relatif au développement de secteurs verts susceptibles de générer des opportunités d'export tout en contribuant à promouvoir un développement durable.

Chaque ENEV de la CNUCED est basée sur un processus intégrant une pluralité de parties prenantes au niveau national. A partir des résultats de la méthodologie "green product space" (espace produits verts) de la CNUCED, les parties prenantes identifient tout d'abord des secteurs verts dotés d'un potentiel prometteur en matière d'exportation. Par la suite l'ENEV conduit ses participants dans un examen interactif de l'environnement normatif, institutionnel et commercial caractérisant les secteurs identifiés.

Des équipes formées de plusieurs experts nationaux collaborent étroitement avec les parties prenantes pour coordonner les activités de l'ENEV et préparer les rapports présentant les résultats de leurs travaux. Les intervenants de chacun des secteurs ciblés sont également consultés à travers des entretiens et des enquêtes par questionnaires. A cet effet les décideurs politiques et les opérateurs économiques sont notamment sollicités. Enfin, l'organisation d'ateliers permet aux divers intervenants de définir les objectifs de l'ENEV et de passer en revue ses conclusions.

Les résultats de l'examen des secteurs verts ont vocation à assister les décideurs politiques dans la conception et la mise en œuvre de mesures permettant le développement des capacités productives et la mise à profit des opportunités d'export pour les productions dans lesquelles leur pays a démontré un avantage comparatif. Les conclusions de l'ENEV sont également publiées et disséminées par la CNUCED et discutées par des chercheurs, des négociateurs commerciaux et d'autres membres de la communauté du commerce et du développement au sens plus large dans le cadre de forums internationaux organisés à Genève ou dans les régions concernées. L'expérience récoltée est ainsi largement diffusée.

L'ENEV permettra d'assister les pays en développement et les pays dotés d'économies en transition en vue de réaliser les objectifs suivants:

1. Identifier et sélectionner au plan national des secteurs de production et d'export vert/durables;
2. Examiner les besoins institutionnels, réglementaires et les dispositifs publics nécessaires au développement des secteurs de production durables sélectionnés;
3. Préparer et adopter des recommandations ainsi qu'un plan d'action afin de développer les capacités de production et d'export dans les secteurs sélectionnés.
4. Mobiliser les soutiens techniques et financiers en vue d'appuyer la mise en œuvre des recommandations et du plan d'action ainsi adoptés. Ceci notamment au travers de leur intégration dans les plans et stratégies nationales de développement.

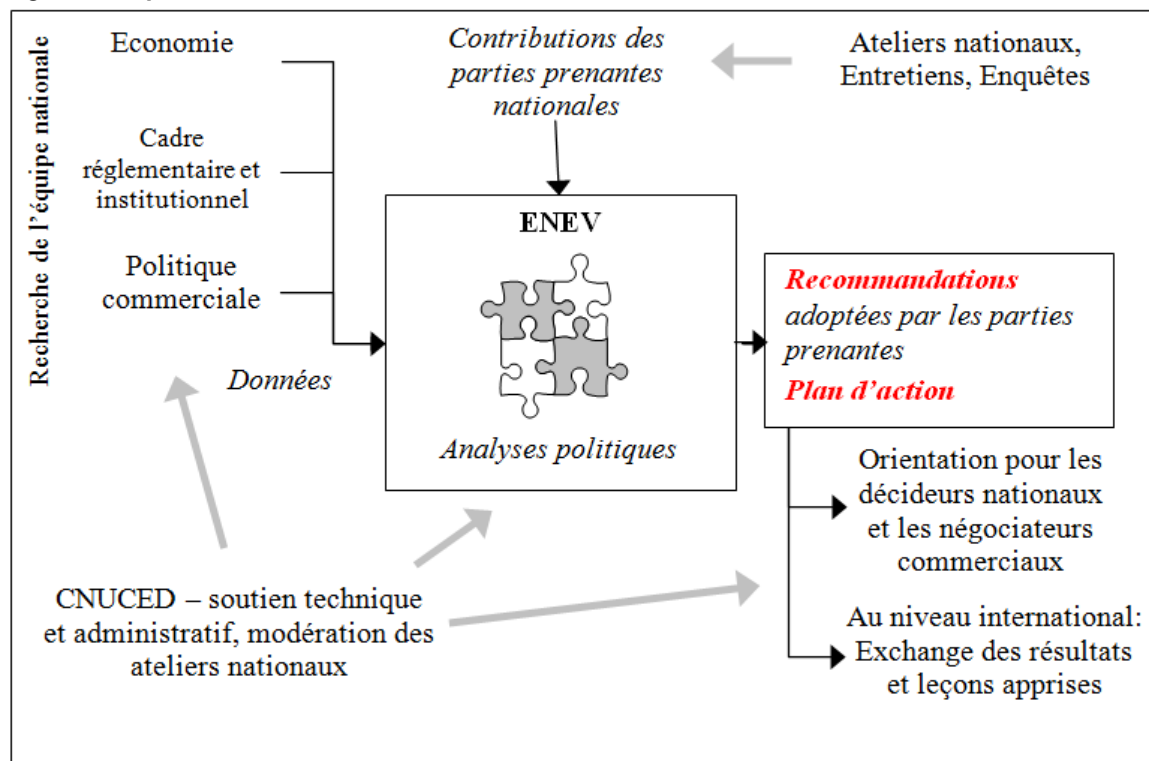
Les ENEV évaluent entre autres les implications des principales tendances des marchés ainsi que celles des réformes réglementaires et institutionnelles sur la future performance des secteurs verts envisagés. Ce faisant, ils conduisent les parties prenantes, telles que les entrepreneurs ou les décideurs politiques, à se pencher sur des enjeux majeurs tels que :

- Les objectifs nationaux de développement liés aux secteurs sélectionnés;
- Les forces et les faiblesses des diverses politiques de soutien;
- Les éventuels freins institutionnels et réglementaires;
- Les approches novatrices pouvant permettre de renforcer en amont et en aval de la chaîne productive les liens avec les autres secteurs de l'économie nationale;



- Le rôle des femmes et de la jeunesse ainsi que la façon dont les opportunités et les conditions d'emploi pourraient être améliorées à l'avenir;
- Le rôle des entreprises et des entrepreneurs, les possibilités de renforcement de la collaboration et des synergies au niveau des chaînes de valeur;
- Les probables impacts de réformes sectorielles visant à permettre l'accès, notamment des plus démunis, aux services essentiels;
- Les possibilités de libéralisation commerciale susceptibles de générer, notamment au niveau des PME, des retombées en termes d'emploi et d'accès aux marchés étrangers;
- Les coûts d'ajustement à court terme et la façon d'y faire face;
- L'impact de la libération des investissements nationaux et étrangers;

**Figure 1: Le processus de l'ENEV**



### C. Les secteurs verts dans l'économie nationale

Il n'y a pas de définition internationalement reconnue des secteurs et des produits verts. Cependant, il est communément admis que les biens et services environnementaux tombent généralement dans l'une ou l'autre des catégories suivantes:

1. Les biens et les services directement utilisés pour assurer la conservation de l'environnement comme le traitement des eaux usées ou des déchets solides ou encore le contrôle de la pollution atmosphérique. Les biens et services associés à cette catégorie englobent une large variété de produits industriels tels que des valves, des pompes ou des compresseurs qui peuvent être spécifiquement employés à des fins de conservation de l'environnement.
2. Les biens et les services dont la production, la consommation et/ou le traitement par le système de gestion des déchets ont un impact environnemental négatif réduit ou positif en comparaison de ceux d'un bien conventionnel utilisé aux mêmes fins. Cette seconde catégorie inclut les biens utilisés à d'autres fins que celles directement liées à la conservation de l'environnement. Elle intègre par



exemple le papier fabriqué sans chlore, les équipements liés à la production d'énergies renouvelables ou permettant des économies d'énergie, les emballages en fibres végétales et tout un ensemble de produits associés à l'agriculture biologique et à la pêche durable. De tels biens sont souvent qualifiés de préférables au point de vue environnemental.

Il est important de relever qu'en se basant sur la logique utilisée pour identifier la seconde catégorie de biens, tout produit peut avoir une variante verte. En effet, dans ce cas de figure les biens verts sont tous ceux qui ont un impact environnemental moins négatif que leurs équivalents conventionnels. La variante verte d'un bien conventionnel pourra par exemple être produite à partir de composants recyclés et/ou en utilisant des énergies renouvelables.

De manière générale, il peut parfois s'avérer plus pratique d'identifier un produit vert en étudiant le marché plutôt qu'en utilisant l'approche décrite précédemment. En effet, ce sont les consommateurs qui in fine achèteront ces biens et services et leur perception de ce qu'est un produit vert doit donc être prise en compte par les fournisseurs cherchant à satisfaire la demande.

Pour beaucoup de consommateurs les biens verts sont ceux produits à partir de composants naturels ou cultivés dans des conditions naturelles sans intrants artificiels. De tels produits se retrouvent typiquement dans des secteurs tels que l'alimentation, les cosmétiques ou la pharmacie.

Dans d'autres cas, ce sont les biens ayant un impact négatif réduit sur la santé qui peuvent être perçus comme verts par les consommateurs. Ces biens incluent notamment les produits alimentaires sans colorants ni conservateurs.

Enfin, les biens produits par des communautés rurales pauvres à travers des mécanismes de commerce équitable peuvent être perçus comme verts. Ceci peut s'expliquer par le fait que les revenus tirés de leur vente améliorent les conditions de subsistance de communautés vulnérables et leur offrent ainsi la possibilité de mieux conserver leur environnement.

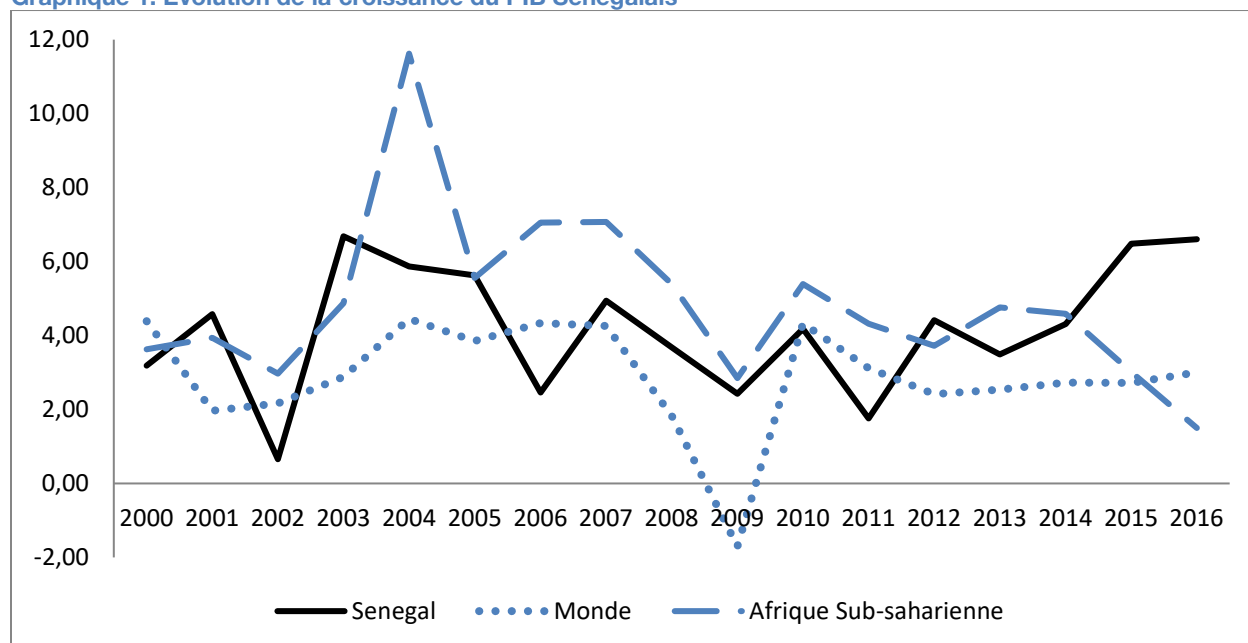
## II. Contexte national et cadre stratégique de développement durable

### A. Contexte économique, social et environnemental

#### 1. Croissance économique et structure du PIB

La mise en œuvre du Plan Sénégal émergent (PSE) s'est traduite par une accélération de la croissance sénégalaise avec un taux de croissance annuel du PIB supérieur à 6% depuis 2015 (voir graphique ci-dessous). Selon les projections disponibles (Banque Mondiale 2017) cette tendance devrait se maintenir en 2017 et en 2018. Ces récentes performances contrastent avec les résultats obtenus par le pays depuis le début de la décennie (3,6 % de croissance du PIB en moyenne entre 2010 et 2014) et placent le Sénégal sur un rythme de croissance sensiblement supérieur à la moyenne des pays d'Afrique sub-saharienne.

Graphique 1: Evolution de la croissance du PIB Sénégalais



Le secteur des services génère en moyenne près de 60% du PBI sénégalais depuis le début des années 2000 et constitue le secteur phare de l'économie du pays. Il est suivi par le secteur de l'industrie (près de 24% du PIB) et de l'agriculture (environ 16% du PIB). Le poids de l'agriculture dans le PIB sénégalais est inférieur de 16% à la moyenne de l'Afrique sub-saharienne. Cependant, malgré cette situation, l'agriculture constitue actuellement un des moteurs de la croissance sénégalaise (Source Ministère des Finances) grâce à des conditions météorologiques favorables et à l'amélioration conjointe de l'irrigation et de la qualité des semences (FMI 2017).

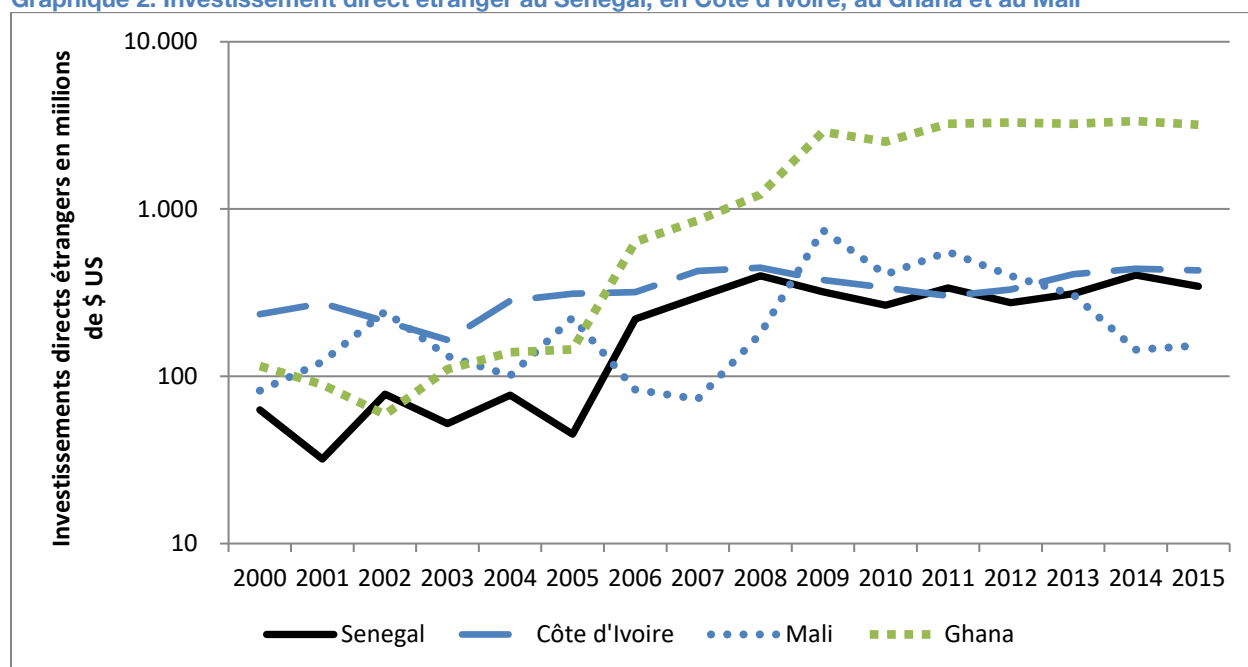
Parmi les autres facteurs pertinents relatifs à la structure du PIB sénégalais, on peut également souligner l'importance du secteur de la pêche et de l'industrie agroalimentaire ainsi que le rôle central des PME<sup>3</sup>.

<sup>3</sup> Les PME représentent 90% du tissu des entreprises et 30% du PIB sénégalais (République du Sénégal 2014)

## 2. Investissement direct étranger (IDE)

L'investissement direct étranger (IDE) qui avait connu une hausse continue entre 2012 et 2014 a marqué le pas en 2014. Comme on peut l'observer sur le graphique suivant, le niveau d'IDE capté par le Sénégal est comparable depuis 2007 à celui de la Côte d'Ivoire, principale économie de l'Union Economique Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Malgré cette bonne tenue relative, le niveau d'IDE au Sénégal est encore jugé faible, notamment en raison de facteurs liés à l'environnement des affaires (FMI 2017). A titre de comparaison on relèvera que le Ghana a reçu en moyenne 10 fois plus d'IDE que le Sénégal sur la période 2009-2015<sup>4</sup>.

Graphique 2: Investissement direct étranger au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Ghana et au Mali



## 3. Environnement des affaires

L'amélioration de l'environnement des affaires constitue à la fois un des défis majeurs et une des priorités affirmées des autorités sénégalaise symbolisée par l'adoption et la mise en œuvre du Programme de Réformes de l'Environnement des Affaires et de la Compétitivité (PREAC)<sup>5</sup> et les efforts récents en vue de la création de Zones Economiques Spéciales (ZES)<sup>6</sup>.

Malgré les efforts entrepris et des résultats salués par les observateurs (FMI 2017), le Sénégal se classe 147<sup>ème</sup> sur les 190 pays pris en compte dans le classement « Doing Business » de la Banque Mondiale (soit le 21<sup>ème</sup> rang en Afrique sub-saharienne). Le Sénégal se classe également au 112<sup>ème</sup> rang du Global Competitiveness Index du Forum Economique Mondial. Les deux classements susmentionnés font ressortir l'existence de défis importants dans des domaines tels que le paiement des taxes et impôts, l'accès au crédit, l'adéquation de la formation de la main d'œuvre ou encore la fourniture d'électricité.

<sup>4</sup> Source UNCTAD Stats

<sup>5</sup> La première phase du PREAC a couvert la période 2013-2015.

<sup>6</sup> Loi n°2017-06 du 06 janvier 2017 portant sur les zones économiques spéciales au Sénégal et Décret n°2017-932 portant création de la Zone économique spéciale intégrée de DIASS (ZESID)

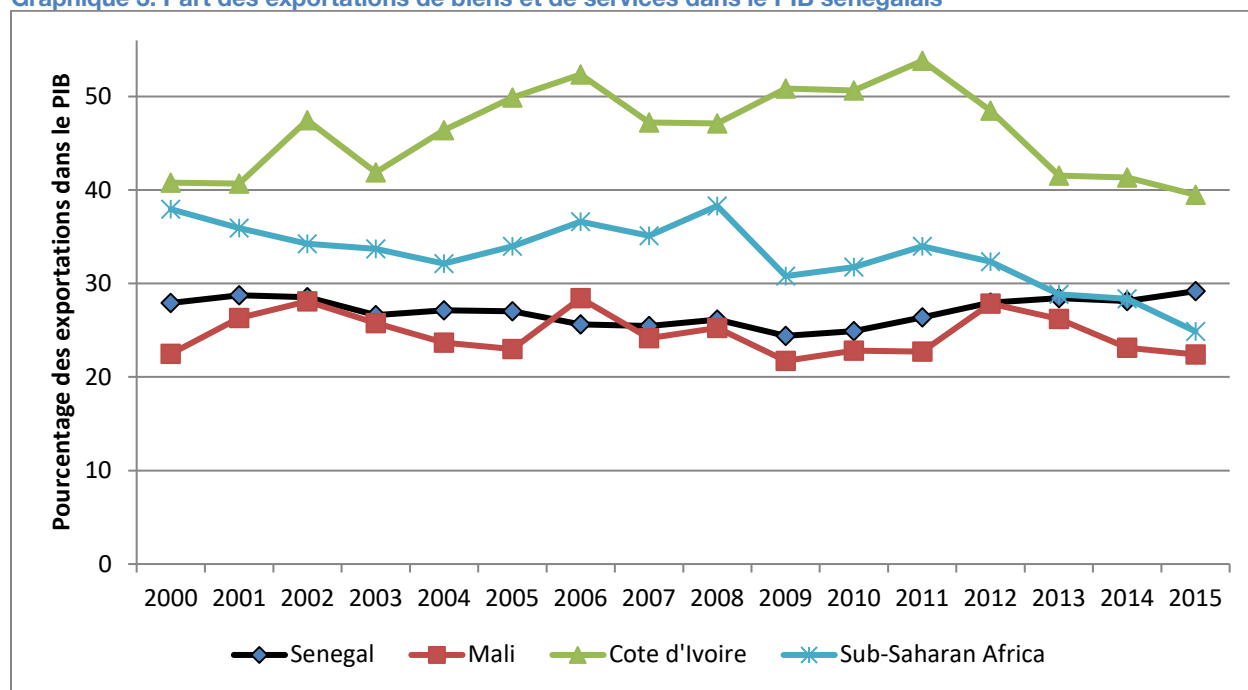
Pour ce qui est des facteurs liés au commerce international, le Sénégal se classe au 130<sup>ème</sup> rang mondial du classement « Doing Business » (19<sup>ème</sup> rang en Afrique sub-saharienne). Dans cette catégorie le Sénégal obtient des résultats globalement supérieurs à la moyenne des pays d'Afrique sub-saharienne. Cependant, pour les indicateurs liés au coût du respect des procédures d'exportation et surtout au coût des procédures et des exigences documentaires en matière d'importation, le Sénégal obtient des résultats dans la moyenne ou moins bons que ceux de la moyenne des pays d'Afrique sub-saharienne.

Toujours en relation avec l'environnement des affaires au Sénégal, on peut également souligner le poids majeur du secteur informel qui d'après les données disponibles<sup>7</sup> représenterait au minimum 40% du PIB non agricole et près de la moitié des emplois non agricoles du pays. Enfin, on notera que le niveau de productivité des facteurs de production est considéré comme faible<sup>8</sup>, même si la mise en œuvre du PSE est susceptible d'améliorer cet état de fait.

#### 4. Structure des exportations

Après un certain recul au début des années 2000, les exportations ont connu depuis 2010 une hausse continue de leur poids dans le PIB sénégalais. En 2015, la part des exportations dans le PIB au Sénégal a pour la première fois depuis plus de 15 ans dépassé la part moyenne des exportations dans le PIB des pays d'Afrique sub-saharienne. Comme l'illustre la figure ci-dessous, cette évolution est d'autant plus notable que la part des exportations dans le PIB tend à diminuer dans la région (voir graphique ci-dessous).

Graphique 3: Part des exportations de biens et de services dans le PIB sénégalais



La hausse constante des exportations sénégalaises reflétée dans le tableau ci-dessous, s'accompagne d'une diversification des débouchés d'exportation du pays. Cette dernière tendance, observable sur les graphiques 4 et 5, est symbolisée par un accroissement des exportations à destination des pays d'Afrique de l'Ouest et

<sup>7</sup> République du Sénégal 2014; ANSD 2013

<sup>8</sup> République du Sénégal 2014; World Bank 2014

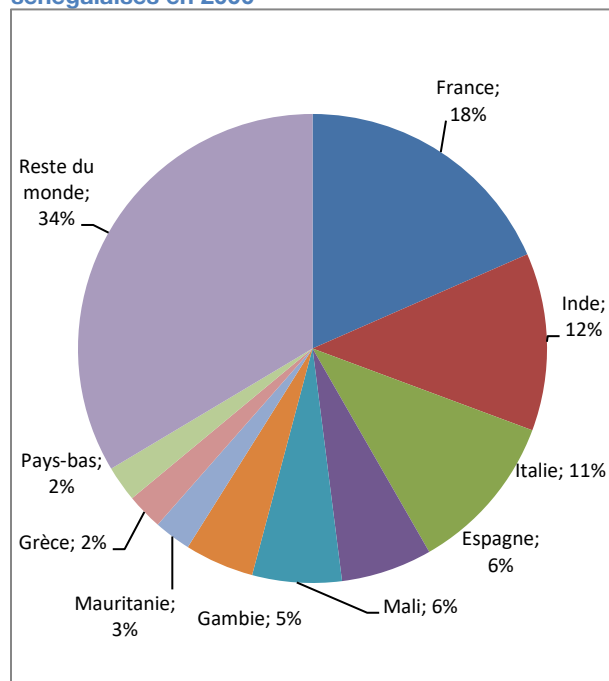
du Centre, de l'émergence de marchés tels que les Emirats Arabes Unis, la Corée et la Suisse. Elle s'accompagne par ailleurs d'un recul de marchés traditionnels tels que la France ou l'Italie.

**Tableau 1: Croissance annuelle des exportations de biens et services en %**

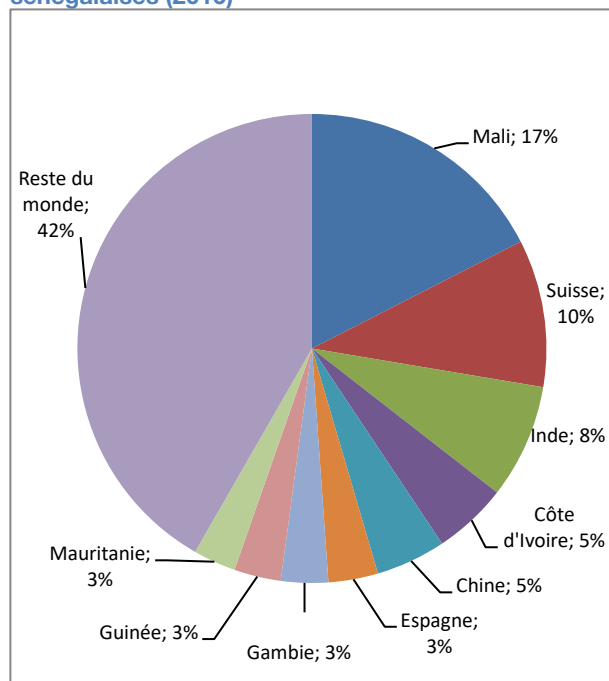
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
<b>Sénégal</b>	2.05	-3.25	-0.08	1.85	6.20	5.70	7.73	9.15	7.80	6.77	12.71	8.43
<b>Afrique sub-saharienne<sup>9</sup></b>	8.22	18.11	1.74	9.26	-13.14	17.72	11.44	-1.15	-3.10	9.09	2.17	n/a
<b>Monde</b>	6.80	8.57	6.58	2.70	-10.16	11.59	6.56	2.90	2.99	3.61	3.39	2.69

Les deux graphiques ci-dessous illustrent la diversification des marchés d'exportation du Sénégal entre 2000 et 2016.

**Graphique 4: Répartition des exportations sénégalaises en 2000**



**Graphique 5: Répartition des exportations sénégalaises (2016)**



Le phénomène de diversification des marchés d'exportation du Sénégal s'accompagne d'une relative diversité des productions exportées. D'après les données de la CNUCED<sup>10</sup>, le Sénégal figure dans le classement de tête des pays d'Afrique de l'Ouest tant au niveau du nombre de produits exportés qu'à celui des indices mesurant la variété des sources de revenus d'exportation<sup>11</sup>. Selon le FMI, la diversification des exportations sénégalaises aurait été opérée en faveur de productions à plus forte valeur ajoutée notamment dans le secteur alimentaires (FMI 2017).

<sup>9</sup> Hors pays à revenus élevé

<sup>10</sup> Source UNCTADSTAT

<sup>11</sup> Indexes de concentration et de diversification



En plus des avantages liés à cette intégration régionale, le Sénégal bénéficie d'un accès privilégié aux marchés de l'Union Européenne (UE) et des Etats Unis. Dans le cas de ses exportations vers l'UE, le Sénégal jouit en tant que membre de la catégorie des Pays les Moins Avancés (PMA) d'un accès en franchise de droits de douane au titre de l'initiative dite "Tout sauf les armes"<sup>13</sup>. Pour ce qui est du marché des Etats Unis d'Amerique (USA), les exportations sénégalaises bénéficient d'un régime similaire sur la base de l'African Growth and Opportunity Act (AGOA)<sup>14</sup>.

Par ailleurs, dans le cadre de ses relations bilatérales le Sénégal bénéficie d'exemptions permettant l'exportation de nombreux produits en de franchise de droit de douane vers des pays du Sud. Parmi les pays accordant ce type de traitement aux exportations sénégalaises on peut citer le Maroc et la Chine. Dans des échanges à destination de la Chine, plusieurs milliers de lignes tarifaires *concernant entre autres, des produits halieutiques, agricoles, alimentaires, des cuirs et peaux*<sup>15</sup> bénéficient d'une exemption de droits de douane.

Dans une perspective à plus long terme, on peut également relever le potentiel que représenterait pour le Sénégal l'aboutissement des négociations actuelles en vue de la conclusion d'Accord Continental de Libre Echange à l'échelle de l'Afrique. Une récente étude de la CNUCED sur le commerce intra africain a montré que le Sénégal se classe parmi les 7 pays africains dotés du plus grand nombre de partenaires commerciaux à l'intérieur du continent et se situe au cœur de nombreux flux commerciaux (UNCTAD 2017<sup>16</sup>). Dans ce contexte, la libéralisation des échanges au niveau du continent pourrait permettre de développer encore d'avantage les exportations sénégalaises.

## **B. Cadre stratégique de développement durable**

Le Plan Sénégal Emergent (PSE) constitue le cadre stratégique de référence de la politique économique et sociale du pays. Outre le PSE, un ensemble de documents cadres tels que la Stratégie Nationale de Développement Durable (SNDD) ou le Plan Stratégique de Développement des Exportations, viennent préciser les orientations nationales en matière de développement durable et de commerce extérieur.

### **1. Le Plan Sénégal Emergent (PSE)**

Le PSE vise à faire du Sénégal un pays émergent à horizon 2035 autour des valeurs de la solidarité et de l'Etat de droit. Pour ce faire, il pose les jalons d'une stratégie décennale (2014-2023) qui s'appuie sur trois piliers que sont: « la transformation structurelle de l'économie et la croissance », « le capital humain, la protection sociale et le développement durable » et « la gouvernance, les institutions, la paix et la sécurité ». Le PSE est opérationnalisé à travers un Plan d'Action Prioritaire (PAP) en vue de sa mise en œuvre sur la période 2014-2018.

On peut relever que deux des défis identifiés pour la réussite de la mise en œuvre du PSE sont au cœur de l'ENEV, à savoir: "**la promotion de moteurs d'exportation et la préservation de l'environnement**" ainsi que "**la garantie d'une gestion durable des ressources naturelles.**"

---

<sup>13</sup> EU: [https://ec.europa.eu/taxation\\_customs/business/calculation-customs-duties/rules-origin/general-aspects-preferential-origin/arrangements-list/generalised-system-preferences\\_fr](https://ec.europa.eu/taxation_customs/business/calculation-customs-duties/rules-origin/general-aspects-preferential-origin/arrangements-list/generalised-system-preferences_fr)

<sup>14</sup> République du Sénégal, Journal Officiel, DECRET n° 2002-273 du 7 mars 2002 instituant un système de visa pour l'expédition de vêtements et textiles aux Etats-Unis dans le cadre de la loi sur la croissance et les opportunités économiques en Afrique (AGOA)

<sup>15</sup> Ministère du Commerce. Article du 29 janvier 2016

[http://www.commerce.gouv.sn/article.php3?id\\_article=446#sthash.CZtyZVpG.dpbs](http://www.commerce.gouv.sn/article.php3?id_article=446#sthash.CZtyZVpG.dpbs)

<sup>16</sup> From Regional Economic Communities to a Continental Free Trade Area: Strategic tools to assist negotiators and agricultural policy design in Africa



### Axes stratégiques du PSE pertinents dans le cadre de l'ENEV

Chacun des 3 piliers du PSE est décliné autour d'un axe stratégique. Les travaux de l'ENEV s'inscrivent tout particulièrement dans la perspective des axes stratégiques « Transformation de l'économie » et « Capital humain, Protection sociale et développement durable ». Au niveau de ces deux axes, les éléments susceptibles d'orienter la sélection des secteurs prioritaires de l'ENEV et la formulation de ses recommandations incluent:

#### Axe stratégique 1 : Transformation de l'économie

- **L'objectif de production de biens et services compétitifs à plus haute valeur ajoutée pour la (...) génération de revenus et de devises.**
- **L'identification de l'agriculture, des produits de la mer et de l'agroalimentaire comme moteurs de croissance sectoriels** dont le développement permettra notamment de développer des filières intégrées compétitives, à haute valeur ajoutée
- La volonté de positionner le Sénégal en tant qu'exportateur majeur de fruits et légumes à haute valeur ajoutée
- La gestion durable des ressources halieutiques et l'accroissement de la valorisation des ressources halieutiques à travers l'érection de pôles industriels intégrés de transformation industrielle et artisanale

#### Axe stratégique 2: Capital humain, Protection sociale et Développement durable

- **L'objectif de promotion de l'économie verte** et de captage de financements pour les emplois verts
- La valorisation des résultats de la recherche et la favorisation de l'accès à la technologie en mettant l'accent sur les domaines stratégiques pour le renforcement de la productivité de l'agriculture, la transformation agroalimentaire et les TIC.

### **2. Stratégie Nationale de Développement Durable (SNDD)**

Le Sénégal s'est doté d'une Stratégie Nationale de Développement Durable (SNDD) en 2002. Cette stratégie dont la dernière actualisation remonte à 2015, fournit des orientations importantes pour la mise en œuvre de l'ENEV.

Alignée sur le PSE, la SNDD constitue le document national cadre pour le développement durable et se fixe pour objectif de " créer un environnement favorable à la conciliation entre l'exigence d'une croissance forte et soutenue et la préservation des équilibres écologiques, sociaux et territoriaux." Pour se faire, elle souligne la nécessité d'appliquer des méthodes durables de production et de consommation à l'ensemble des secteurs de l'économie sénégalaise.

Trois axes stratégiques de la SNDD ont une portée particulière dans le cadre de l'ENEV et sont présentés ci-après.

- Axe stratégique 1: *Accroissement du niveau de sensibilisation et d'éducation et de connaissances des acteurs pour un Développement Durable*

Dans le cadre de cet axe stratégique, la SNDD met en avant la nécessité de donner aux acteurs la capacité d'intégrer les décisions économiques et environnementales pour garantir un progrès humain plus durable.

- Axe stratégique 2: *Promotion de modes de production et de consommation durables*

A travers cet axe stratégique, la SNDD met en avant la nécessité d'**exploiter les corrélations positives qui existent entre la lutte contre la pauvreté et le respect des principes du développement durable.**

- Axe stratégique 4 : *Renforcement des mécanismes de coopérations sous-régionale, régionale et internationale en matière de développement durable*

La SNDD souligne ici l'importance de la coopération internationale et régionale en matière de développement durable et relève le possible rôle d'institutions sous régionales (UEMOA, CEDEOA) ou africaines (UA) en matière de coopération pour le développement durable. Au niveau de l'ENEV, des synergies pourront être recherchées avec des initiatives conduites par ces institutions de même qu'avec celles menées par la Banque Islamique de Développement (BID) qui apporte déjà un soutien technique et financier direct à l'ENEV.

### **C. Expériences dans le domaine de l'Économie Verte**

Un ensemble de stratégies et de projets spécifiques à l'économie verte ont été élaborés et mis en œuvre au Sénégal. A cet égard on peut citer le Programme d'Appui à la Création d'Opportunités d'Emplois Verts au Sénégal (PACEV) ou la Stratégie Nationale pour la Promotion des Emplois Verts au Sénégal (SNPEVS). Le Sénégal fait également partie du Partenariat pour l'Action en faveur d'une Économie Verte (PAGE) qui a contribué à l'élaboration de plusieurs études sur les perspectives et les enjeux en matière d'économie verte dans le pays.

#### La Stratégie Nationale pour la Promotion des Emplois Verts au Sénégal (SNPEVS)

Dans la continuité du PSE, la SNPEVS se veut un instrument d'appui au développement et à la croissance économique durables, à travers la mise en place d'un cadre favorable à la création d'emplois verts.

La SNPEVS réaffirme l'objectif des autorités sénégalaises de créer 5000 emplois verts à moyen terme. Elle présente aussi les grandes lignes du Projet de Promotion des Emplois Verts PPEV (2014 – 2015) et du Programme d'Appui à la Création d'Emplois Verts (PACEV) couvrant la période 2015 – 2019. Au sujet du PACEV et en relation avec les travaux de l'ENEV, on notera qu'il prévoit le soutien à la création d'emplois verts à travers l'appui à valorisation et à la commercialisation de produits forestiers non ligneux.

Afin de promouvoir les **emplois verts** définis comme « **toute activité humaine décente, individuelle ou collective, qui procure des revenus, préserve l'environnement et assure une utilisation rationnelle des ressources naturelles**» (Ministère de l'Environnement 2015), la SNPEVS s'articule autour des 5 axes stratégiques suivants:

1. Renforcement du cadre législatif, institutionnel et réglementaire
2. Création d'opportunités d'emplois verts
3. Renforcement des capacités humaines
4. Développement d'une politique adaptée de financement
5. Plaidoyer et mise en place de mécanismes de suivi et de pérennisation

#### Aperçu des conclusions des travaux sur l'économie verte au Sénégal

Plusieurs études se sont livrées à une analyse des grands secteurs de l'économie sénégalaise (ex. agriculture, industrie, énergie) et de leur potentiel pour le développement de l'économie verte. Elles ont dans leur ensemble<sup>17</sup> souligné l'importance du secteur agricole, véritable pivot pour le verdissement de l'économie sénégalaise de par son impact économique, environnemental et social. Elles ont également mis en évidence les opportunités de création de valeur ajoutée et d'emploi offertes par l'industrie agroalimentaire sénégalaise. (UNODI 2015 Industrie verte Sénégal).

---

<sup>17</sup> UNDP 2012, UNCA 2014, Gouvernement du Sénégal et UNEP 2014

On relèvera que les enjeux identifiés en vue du développement d'une agriculture durable au Sénégal incluent notamment: la maîtrise des émissions de gaz à effet de serre, l'accroissement de la productivité agricole par le biais de procédés durables (ex. engrais organiques), la mobilisation des investissements, l'accès au financement, la gestion des ressources hydriques ou encore le niveau de revenu des agriculteurs.

En plus de l'agriculture et l'agro-industrie, le secteur forestier est lui aussi considéré comme un secteur stratégique. Actuellement menacé par la déforestation, le domaine forestier constitue une importante source de revenus pour certaines populations rurales pauvres notamment au travers de l'exploitation de produits forestiers non ligneux. Il joue par ailleurs un rôle non négligeable en termes de sécurité alimentaire.

### **III Aperçu des potentiels secteurs d'export verts identifiés**

#### **A. Résultats de l'analyse préliminaire des exportations sénégalaises**

L'ENEV s'appuie sur la mesure de l'avantage comparatif révélé (ACR) pour déterminer le niveau de compétitivité des filières d'exportation et obtenir ainsi une première indication de leur potentiel. L'ACR est le calcul de la part d'une production dans les exportations totales d'un pays donné par rapport à la part de ce même produit au niveau des exportations mondiales. L'ACR fourni ainsi une indication sur le degré d'efficacité d'un pays pour la production et l'exportation d'un produit par rapport à la moyenne mondiale. Un ACR supérieur à 1 indiquera qu'une production est compétitive.

Dans le cadre de la présente étude, l'ACR de l'ensemble des exportations sénégalaises a été calculé à partir des recettes d'exportation répertoriées au niveau de UN Comtrade selon la **Classification type pour le commerce international (CTCI) établie par les Nations Unies**. Les chiffres présentés dans les pages suivantes peuvent différer de ceux obtenus au moyen d'autres sources mais offrent cependant des indications fiables quant à la structure et les évolutions du commerce extérieur sénégalais.

A l'issue de l'analyse de l'ACR des exportations sénégalaises, 6 potentielles filières de production et d'export vert ont été identifiées par la CNUCED sur la base de leur niveau de compétitivité, du montant de leurs recettes d'exportation, de leur potentiel en matière de production durable ainsi que de leur adéquation avec les orientations stratégiques nationales.

Ces 6 filières, listées ci-dessous, appartiennent aussi bien à des secteurs émergents qu'à des secteurs plus traditionnels de l'économie sénégalaise.

#### Liste préliminaire de potentiels secteurs d'export vert

- Produits cosmétiques naturels ou biologiques à base de produits végétaux
- Préparations alimentaires/produits alimentaires transformés
- Poisson, mollusques aquatiques et crustacés issus de la pisciculture ou de la pêche durable (ex. filets de poissons congelés, préparations alimentaires à base de poisson)
- Produits arachidières (cacahuètes grillées conditionnées, huile ou pâte d'arachide) et fruits à coque comestibles (ex. noix d'acajou)
- Légumes (légumes à cosse)
- Fruits, jus de fruits et préparations alimentaires à base de fruits

Les tableaux suivants présentent un aperçu du niveau d'ACR et de recettes d'exportation des filières précitées. Le graphique 7 quant à lui permet de mettre ces données en perspective en resituant les potentielles filières d'export vert identifiées par rapport à l'ensemble des exportations sénégalaises présentant un niveau de compétitivité comparable.

**Tableau 2: Potentiel filières vertes identifiés sur la base de la compétitivité et des recettes d'exportation 2016**

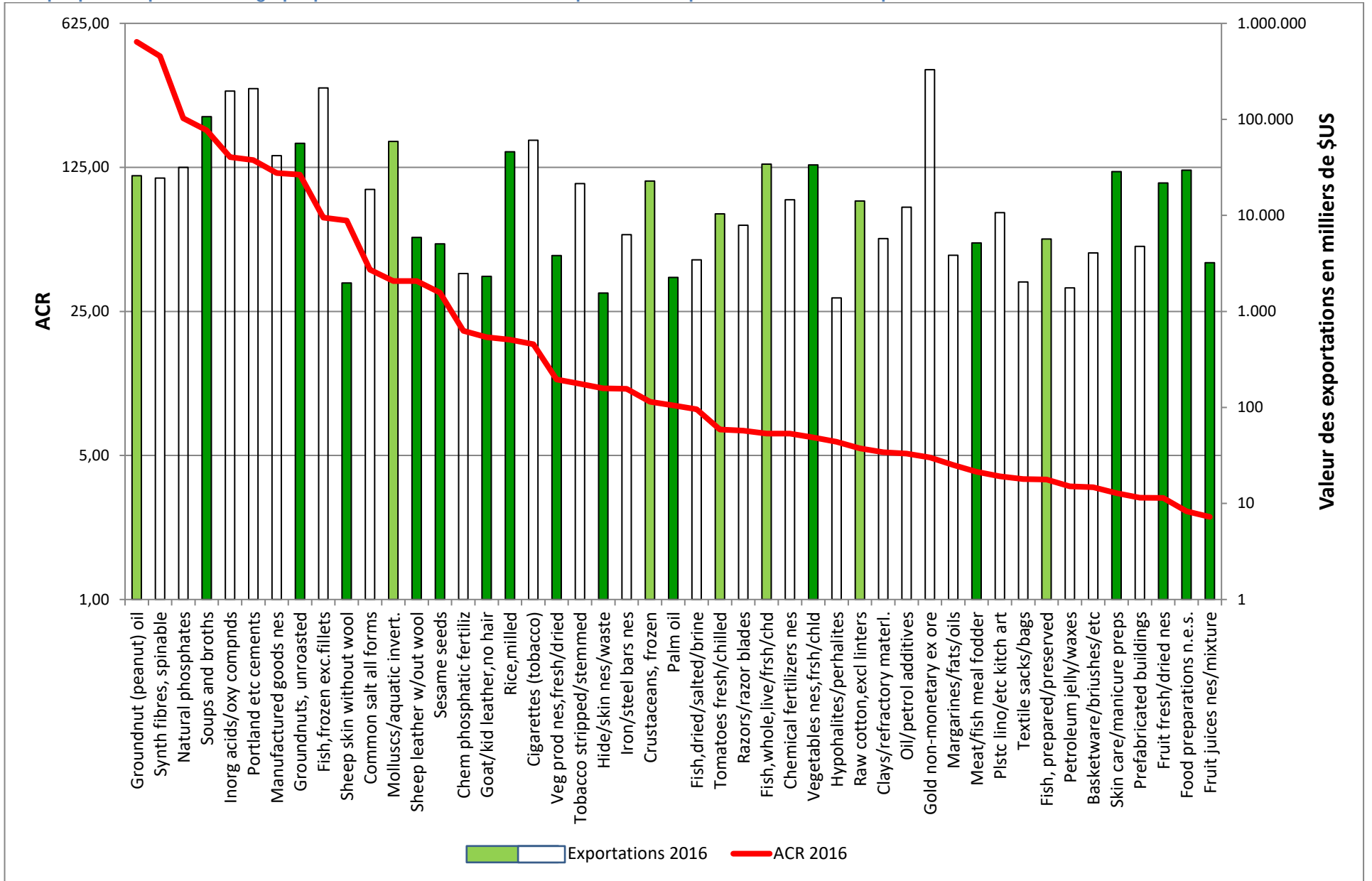
Code CTCI	Produit	ACR (2016)	Total des Exportations (2016) en milliers \$US	Taux moyen de croissance annuelle (2011-2016)		
				ACR	Valeur Exportations sénégalaises	Valeur des exportations mondiales
4213	Huile d'arachide	508.35	25'897	-8%	-8%	-10%
0985	Préparations pour soupes, potages ou bouillons préparés	188.98	106'714	0%	8%	-4%
2221	Arachides non grillées	115.15	56'310	19%	23%	-8%
0342	Poissons congelés (à l'exception des filets)	71.27	212'594	17%	17%	-11%
0363	Mollusques et invertébrés aquatiques	35.15	58'928	-8%	-5%	-8%
0361	Crustacés congelés	9.12	22'794	-6%	-3%	-7%
0545	Légumes frais/réfrigérés	6.12	33'555	7%	16%	-4%
5532	Produits de beauté/ maquillage /préparations pour la peau	3.28	28'572	-11%	0%	0%
0579	<b>Fruits frais ou secs</b>	<b>3.11</b>	21'763	-6%	5%	0%
0989	<b>Préparations alimentaires</b>	2.68	29'584	-1%	9%	-2%
0577	<b>Fruits à coque</b>	2.34	10'655	28%	16%	10%

**Tableau 3: Filières connexes compétitives dans les secteurs de l'agroalimentaire, de la pêche et des cosmétiques**

Code CTCI	Produit	ACR (2016)	Total des Exportations (2016) en milliers \$US	Taux moyen de croissance annuelle (2011-2016)		
				ACR	Valeur Exportations sénégalaises	Valeur des exportations mondiales
0910	Margarines et graisses culinaires	4.49	3'844	12%	9%	-13%
0371	Préparations ou conserves de poisson	3.82	5'677	49%	42%	
0599	Jus de fruits (hors agrumes)	2.52	3'215	43%	42%	-12%
0739	Préparations alimentaires contenant du cacao	2.11	6'790	-7%	4%	-1%
5541	Savons en barre, etc.	2.03	2'189	-18%	-17%	-10%
0984	Préparations pour sauces/sauces préparées/condiments	1.84	4'333	11%	21%	-3%

Comme on peut le voir dans les tableaux 2 et 3 ainsi que sur la figure 7, les potentielles filières vertes identifiées dans le cadre de la présente étude englobent divers groupes de productions caractérisées par des niveaux hétérogènes d'ACR et de recettes d'exportation. On peut aussi observer au niveau de ces filières, la présence de multiples productions transformées (jus de fruits, préparations alimentaires ou encore cosmétiques). Cette diversité de l'offre et ce potentiel de création de valeur ajoutée seront des atouts important en vue de l'appui au développement des filières de production et d'export vert qui seront sélectionnées et appuyées dans le cadre de l'ENEV.

Graphique 7: Représentation graphique de l'ACR et des revenus d'exportation des potentielles filières d'export vert identifiées dans le cadre de l'ENEV



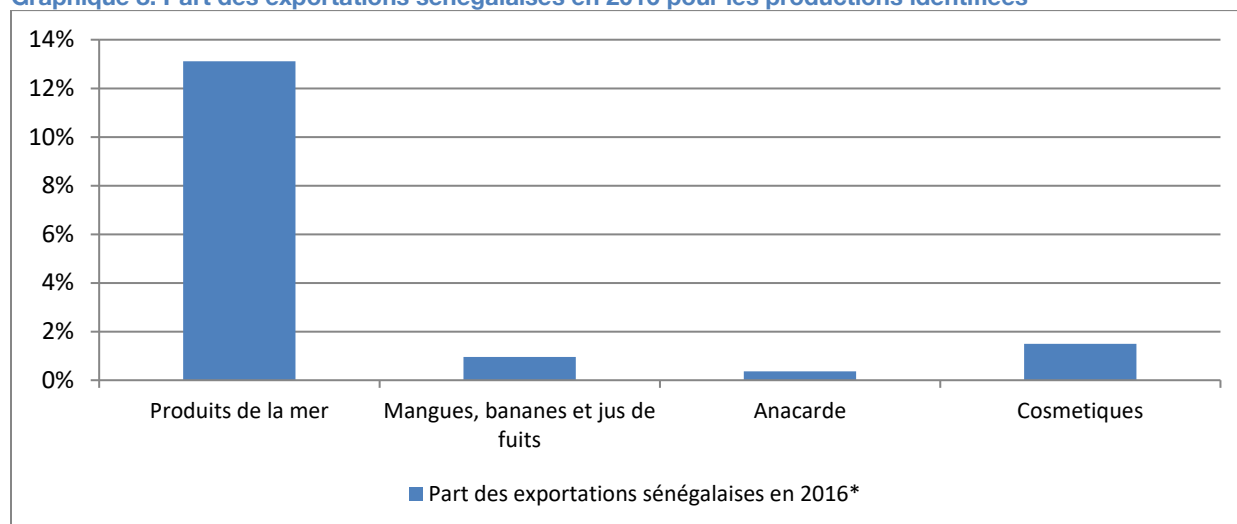
### Produits présélectionnés en vue des discussions du premier atelier de l'ENEV

Suite à la constitution de la liste préliminaire de 6 potentielles filières vertes, une concertation a été menée avec le Ministère de l'Environnement et l'Agence Sénégalaise de Promotion des Exportations (ASEPEX) afin d'affiner la sélection des filières qui seront considérées lors du premier atelier national de l'ENEV. Cette concertation a également permis de valider le potentiel des filières sélectionnées et leur adéquation avec les priorités des autorités nationales.

A l'issue de ces échanges, 5 filières ont été retenues: la filière anacarde<sup>18</sup>, la filière des cosmétiques à base de produits naturels, les filières mangue et banane ainsi que la filière des produits de la mer.

Comme on peut le voir dans le graphique ci-dessous, les filières sélectionnées représentent une fraction plus ou moins importante des exportations sénégalaises. Si le secteur des produits de la mer représente plus de 12%\* des exportations du Sénégal, aucune des autres filières identifiées ne génère plus de 1,5%\* des exportations du pays. Au niveau des autres filières retenues, on notera également que la filière cosmétique représente est à l'origine de recettes d'exportation supérieures au totales de celles des filières mangue, banane et anacarde.

**Graphique 8: Part des exportations sénégalaises en 2016 pour les productions identifiées\***



\* Les données utilisées ici graphique n'incluent que les filières pour lesquelles les exportations présentaient un ACR supérieur à 1. Elles ne représentent donc pas nécessairement le poids total des filières sélectionnées dans les exportations sénégalaises.

### **B. Filière Anacarde**

Fruit de l'anacardier, un arbre endémique du Brésil, l'anacarde est un produit forestier non ligneux. Les premières plantations d'anacardier à vocation économiques au Sénégal ont été développées à partir des années 1970 "sous l'impulsion du Service forestier dans le cadre d'opérations visant à lutter contre la désertification et à procurer un revenu de substitution aux populations rurales" (Ministère de l'Environnement 2007).

Peu d'études récentes sur la filière ont pu être recensées. D'après les données disponibles on estimait en 2006 que la filière anacarde constituait une source de revenu additionnels pour près de 100 000 personnes et

<sup>18</sup> Les exportations de la filière anacarde sont incluses parmi celle des fruits à coque (code CTCI 0577)



présentait un potentiel important de revenus pour les femmes (USAID 2006). Des travaux plus récents ont aussi confirmé le rôle économique et social majeur la filière anacarde dans les régions productrices, notamment au niveau des régions de Sedhiou et Kolda (Mbade Sène).

Outre leur impact économique et social, les plantations d'anacardier jouent un rôle dans la conservation de la biodiversité et la protection contre l'érosion des sols.

#### Aperçu des exportations Sénégalaises

La noix de cajou sénégalaise est principalement exportée sous forme non transformée par le biais d'entrepreneurs venus d'Inde. On estime que 75% à 95% de la production nationale serait exportées à l'état brut.

Si l'on se base uniquement sur les exportations de "noix de cajou fraîches ou séchées, même décortiquées ou pelées" (code CTCl 05773), les exportations sénégalaises de noix de cajou ont enregistré d'importantes fluctuations depuis 2009 et ont connu une forte croissance en 2016 comme le montre le tableau ci-dessous.

Bien que l'Afrique de l'Ouest soit la seconde région productrice de noix de cajou au monde, la production et le volume des exportations sénégalaises restent peu importantes en comparaison de celles de la plupart des pays de la région.

**Tableau 4: Evolution de la valeur des exportations de noix de cajou (en million de \$ US) au Sénégal et dans plusieurs pays de référence**

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Monde	2'343	2'944	4'241	4'210	4'471	4'901	5'074	2'932
Afrique sub-saharienne	401	734	1'281	1'381	1'385	1'462	1'204	1'390
Cote d'Ivoire	174	316	271	344	339	818	766	-
Burkina Faso	2.68	7.73	62	33	52	43	86	-
<b>Sénégal</b>	<b>0.46</b>	<b>0.01</b>	<b>0.00</b>	<b>0.19</b>	<b>1.29</b>	<b>0.39</b>	<b>0.70</b>	<b>9.47</b>
Mali	-	0.99	2.44	1.80	-	-	-	4.06

Si un biais dans l'enregistrement des exportations n'est pas à exclure, on peut néanmoins supposer l'existence d'un potentiel inexploité au Sénégal. Ceci d'autant plus que le marché mondial de l'anacarde est marqué par une hausse quasi constante des recettes d'exportation.

#### Tendances du marché mondial et présentation des produits exportables

On estime que la demande mondiale de noix de cajou a connu une hausse de 53% entre 2010 et 2015. Sur cette période la croissance de la demande s'est par ailleurs souvent avérée supérieure à celle de la production (Bloomberg<sup>19</sup>).

Si l'on se base sur la campagne 2015, les principaux marchés de la noix de cajou sont l'Inde, les Etats Unis, le Vietnam et l'Union Européenne qui à eux 4 totalisaient 76% des importations mondiales. En plus de ces grands marchés, des pays comme les Emirats Arabes Unis, l'Australie ou le Canada offrent des débouchés importants et en croissance (voir tableau ci-dessous).

<sup>19</sup> <https://www.bloomberg.com/news/articles/2016-10-31/snack-food-sticker-shock-for-cashew-eaters-after-vietnam-drought>

**Tableau 5: Valeur des importations de noix de cajou en 2015 en millions de \$US**

Inde	Etats Unis d'Amérique	Vietnam	Union Européenne	Emirats Arabes Unis	Australie	Canada
1'330	1'170	1'130	864	142	127	97

L'amande (noix) d'anacarde apparaît comme la principale source de revenu de la filière et présente une valeur à la consommation de 10 à 60 fois plus importante que celle des autres produits de l'anacardier (Rongead 2013). Cependant, en dépit de ce différentiel important, la majeure partie des produits de l'anacardier sont exploitables et certains d'entre eux comme le CNSL (Cashew Nut Shell Liquid) offrent de solides niveaux de rentabilité CNSL<sup>20</sup>.

Les principaux produits de la filière anacarde et leurs formes de valorisation sont présentées dans le tableau ci-dessous.

**Tableau 6: Illustration des formes de valorisation des produits de la filière anacarde**

Produit	Forme de valorisation	Débouché
Amandes	Amandes grillées ou rôties	Usage direct par les consommateurs
	Brisures, granulés ou pâte	Industrie alimentaire
	Huile	Industrie cosmétique et pharmacologie
Pommes	Boissons, compotes ou sirop	Usage direct par les consommateurs
Baume ou CNSL (Cashew Nut Shell Liquid)	Fabrication de pesticides, lubrifiants, résines, peintures anticorrosives, bioplastiques <sup>21</sup>	Utilisation par l'industrie
Coques et bois	Utilisation comme combustible	

En raison de leurs propriétés nutritionnelles et de leur prix, les noix de cajou appartiennent segment "premium" du marché des noix. L'étude de la filière anacarde publiée en 2007 dans le cadre du Projet de valorisation des espèces pour une utilisation des ressources sauvages au Sénégal a conclu à la rentabilité globale de la filière acajou au Sénégal. Si près de 10 ans se sont écoulés depuis la diffusion de ces travaux, la transformation locale des noix d'acajou jugée capitale pour la prospérité de la filière ne semble pas avoir connu un essor significatif au regard de la très forte proportion de noix brutes exportées (75% à 95% du total des exportations sont vendues sous forme brute). En conséquence, les opportunités de développement des activités de décorticage et de première transformation qui peuvent représenter jusqu'à 16% du prix de vente au consommateur (TradeCraft 2014) devront faire l'objet d'une attention particulière en cas de sélection de la filière anacarde comme filière prioritaire de l'ENEV.

En plus du développement des opérations de transformation, la production sous label biologique à destination de l'industrie alimentaire ou de la cosmétique, représente elle aussi une opportunité de valorisation additionnelle des produits de la filière.

Toujours à propos des questions de valorisation, on notera que l'extraction et le traitement du CNSL nécessitent de larges volumes de noix en raison de leur seuil de rentabilité élevé. Ce type de production serait donc a priori difficilement envisageable au Sénégal.

<sup>20</sup> Ministère de l'Environnement 2007

<sup>21</sup> Rongead 2013

### Structure de la chaîne de valeur au Sénégal

De façon schématique, la filière anacarde au Sénégal s'organise autour des 5 grandes catégories d'acteurs suivantes:

- Producteurs (souvent exploitant de petites parcelles de façon traditionnelle)
- Collecteurs (plusieurs niveaux d'intermédiaires peuvent coexister)
- Transporteurs
- Transformateurs (à l'échelle de la Casamance, principale zone de production du pays, on ne compterait que 4 unités de transformation de type industrielle et 16 unités artisanales<sup>22</sup>)
- Exportateurs

Les exportateurs et les principaux collecteurs peuvent contribuer directement ou indirectement au financement de la production par le biais d'avances.

### Principaux défis pour le développement de la filière

Les conclusions des différents diagnostics de la filière anacarde<sup>23</sup> convergent pour identifier les défis suivants:

- niveau de qualité et rendement de la production
- traitement post récolte et pertes
- difficultés liées au transport
- financement de la filière
- faible niveau de transformation des produits exportés et difficultés d'approvisionnement des transformateurs nationaux

Les questions de discussions suivantes ont été préparées à partir du contenu de la présente section. Elles visent à alimenter les discussions du premier atelier de l'ENEV et à éclairer la sélection des filières prioritaires qui sera opérée à l'issue de ce dernier. Un encadré similaire sera inclus à la fin de chacune des prochaines sections.

#### **Propositions de questions de discussion pour le premier Atelier de l'ENEV**

- Quel est le potentiel de développement de la production sénégalaise d'anacarde (création de nouvelles plantations, amélioration des modes de production actuels, etc.)?
- Quels sont les facteurs (naturels, organisationnels, logistiques...) ayant empêché la filière anacarde sénégalaise d'atteindre des niveaux de production comparables à ceux des autres pays producteurs de la sous-région?
- Dans quelle mesure l'extension de la superficie d'anacardier pourrait-elle être à nouveau couplée à des programmes de reboisement?
- Quels sont actuellement les principales initiatives de soutien à la filière cajou et de quelle manière se matérialisent-elles?
- Quelles sont les formes de transformation de l'anacarde actuellement réalisées au Sénégal?
- Dans quelle mesure le développement des activités de transformation et la limitation des exportations de produits bruts peuvent-ils être associés et encouragés?
- Quel est le potentiel pour le développement des exportations de noix de cajou sous label biologique?
- Existe-t-il de possibles synergies entre la filière anacarde et le secteur des cosmétiques au Sénégal?

<sup>22</sup> Source université de Ziguinchor Agrobusiness de l'anacarde en Casamance (Sénégal) : atouts, contraintes et perspectives d'industrialisation; Mbade Sène

<sup>23</sup> Ministère de l'Environnement, USAID

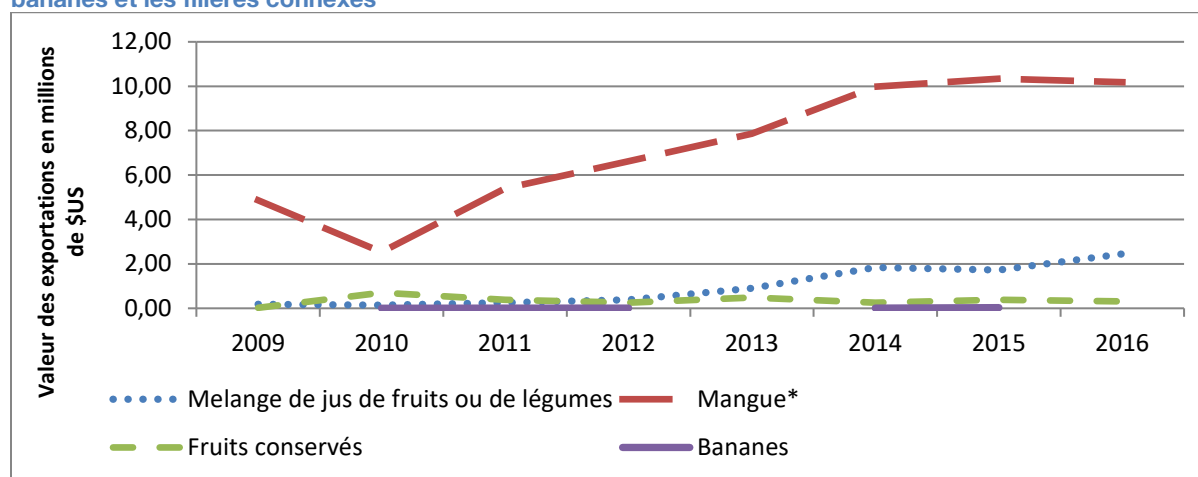
## C. Filières mangue et banane

Les filières mangue et banane font l'objet d'une volonté de développement de la part des autorités nationales. Elles sont toutes deux incluses parmi les fruits de contre saison ciblés par le Programme d'accélération de la cadence de l'agriculture sénégalaise (PRACAS). Elles ont également chacune bénéficié récemment d'un programme d'accompagnement spécifique à savoir: le Projet d'amélioration de la compétitivité de la mangue sénégalaise (PACMS) et le Programme National de Développement de la Filière Banane du Sénégal.

Du point de vue de l'ENEV, d'éventuels travaux sur les filières mangue et banane pourront être mis en relation avec le développement du secteur agroalimentaire sénégalais. Outre les exportations de fruits frais ou secs (code CTCI 0579), le Sénégal dispose en effet d'un avantage comparatif pour la production et l'exportation de fruits conservés, de préparations alimentaires et de jus de fruits.

Le graphique ci-dessous présente l'évolution des recettes d'exportation de ces productions. Il met en évidence le niveau élevé et en hausse des exportations de mangues et dans une moindre mesure le développement des exportations de jus de fruit. Il montre également que les exportations de bananes et celles de fruits conservés se maintiennent à un niveau relativement bas.

**Tableau 7: Exportations sénégalaises de fruits et de produits à base de fruits pour les filières mangues et bananes et les filières connexes**



### 1. La filière mangue

Si l'introduction et la culture de la mangue au Sénégal est relativement ancienne, l'émergence de la mangue comme produit d'exportation date du début des années 2000 et a débouché sur la multiplication par 20 en 16 années du volume des exportations de mangues sénégalaises à destination de l'Europe (ASEPEX 2016).

Selon les données disponibles (ASEPEX 2012), la filière mangue génère plus de 23'000 emplois en 2012 dont plus de 44% occupés par des femmes. Elle présentait également un important potentiel en vue du développement de produits transformés qui permettraient une réduction significative des pertes post récolte (estimées à 20% de la production en 2006) tout en représentant une source des revenus additionnels.

#### Organisation de la filière

Les activités liées à la production de mangue sont essentiellement saisonnières et s'organisent principalement autour des acteurs suivants:

- Producteurs (les principales zones de production de mangue sont la Casamance suivie de la zone des Niayes, de la Petite Côte et du Sine Saloum<sup>24</sup>)
- Collecteurs
- Grossistes
- Transformateurs
- Exportateurs

Dès 2006 on observe le développement de la pratique d'une agriculture contractuelle avec la conclusion de contrats pluriannuels liant les producteurs aux exportateurs et permettant le financement d'opérations d'amélioration des plantations tout en fixant à l'avance le prix d'achat de la production (USAID 2006). Ce type de relation directe entre producteurs et exportateurs peut représenter un atout pour le développement de la filière en impactant positivement la fiabilité des approvisionnements, la qualité des produits ou encore le prix payé aux producteurs.

Toujours concernant l'organisation de la filière, on observe la coexistence de systèmes de production à faible rendement n'utilisant ni intrants ni irrigation avec des systèmes de production irriguées, à plus forte densité d'arbre et utilisant des intrants chimiques (traitements phytosanitaires et fertilisants). Les systèmes de production traditionnels occupent une partie importante des superficies dédiées à la mangue et présentent un potentiel pour le développement d'une production biologique (ASEPEX 2016).

#### Principaux marchés et offre exportable

Les exportations de mangue sénégalaise se concentrent à plus de deux tiers sur le marché européen. Les autres destinations d'export incluent la Mauritanie (15% des exportations), le Maroc et le Ghana (tous deux 7% des exportations) (ASEPEX 2016).

La mangue fraîche non transformée est le principal produit exporté. Le tableau suivant présente une liste indicative des formes de valorisation existantes ou pouvant être développées au Sénégal<sup>25</sup>.

**Tableau 8: Exemples de modes de valorisation de la mangue et de ses sous-produits**

<b>Produit</b>	<b>Forme de valorisation</b>	<b>Débouché</b>
Fruit	Mangue fraîche découpée et conditionnée	Usage direct par les consommateurs ou utilisation par l'industrie agroalimentaire
	Mangue séchée	
	Pulpe de mangue	
	Pâte de mangue	
	Confiture de mangue	
	Jus/boissons à base de mangue	
	Vinaigre de mangue	
Noyau	Beurre ou huile de mangue	Industrie cosmétique
Epluchures, noyaux et autres résidus	Biogaz, biocombustible ou compost	Utilisation par les populations locales et les unités de transformation

<sup>24</sup> ASEPEX 2016

<sup>25</sup> ASEPEX 2012 et WUR & ACDED (2013)

A l'heure actuelle, une partie de la production sénégalaise de mangue est transformée et conditionnée au Ghana puis réexportée vers l'Angleterre (ASEPEX 2016). Cet exemple de même que le niveau élevé de pertes post récolte enregistrées au Sénégal met en évidence l'intérêt d'un accroissement de l'offre de produits transformés.

#### Dispositifs de soutien

La filière mangue au Sénégal a fait l'objet d'une importante attention aussi bien de la part des autorités nationales que des partenaires techniques et financiers. Cette volonté de promotion de la filière se manifeste notamment par: l'élaboration et la réédition d'un guide à l'attention des exportateurs de mangue, la rédaction d'un cahier des charges qualité pour la mangue sénégalaise, la publication de travaux sur les possibilités de valorisation de la mangue et par une succession de programmes d'appui à la filière. Comme il a été mentionné plus haut, ces actions se sont accompagnées d'une modernisation et d'une croissance importante de la filière.

Dans l'hypothèse d'une sélection de la filière mangue comme filière prioritaire de l'ENEV, les questions liées à la pertinence de l'ENEV par rapport à ses besoins et celles relatives à son impact environnemental seront particulièrement importantes.

#### **Propositions de questions de discussion pour le premier Atelier de l'ENEV**

- Existe-t'il une stratégie de développement des exportations de produits transformés au niveau de la filière mangue sénégalaise?
- Quelles sont les possibilités d'accroître la productivité et de réduire les pertes post récolte dans les vergers "traditionnels" tout en minimisant l'utilisation d'intrants chimiques?
- Au vu de l'appui dont bénéficie la filière mangue de la part de l'Etat et des partenaires techniques et financiers, quels sont les éventuels besoins de la filière actuellement non pris en charge par les dispositifs de soutien déjà en place?
- La structuration de la filière mangue permet-elle aux petits producteurs de bénéficier d'un niveau de rémunération approprié?

## **2. La filière banane/ produits du bananier**

Le Sénégal a produit annuellement entre 30'000 et 47'000 tonnes de banane entre 2006 et 2014. Sur cette même période, le pays a importé entre 14'000 et 17'000 tonnes de bananes par an, principalement en provenance de Côte d'Ivoire (FAO Stats). Cette situation fait du développement de la filière banane un enjeu aussi bien pour le marché local que pour l'export<sup>26</sup>.

D'après les estimations disponibles, la filière emploie plus de 9'000 producteurs au Sénégal et représente une source de revenus substantielle dans des régions peu développées économiquement (République du Sénégal/IRAM 2014). La production de bananes est par ailleurs réalisée soit dans le cadre d'exploitations de type communautaires soit dans le cadre d'exploitations privées.

#### Principaux produits et débouchés

Toutes les parties du bananier peuvent être valorisées sous de multiples formes allant de la production de tissu à celle de compost comme l'illustre le tableau ci-dessous. Cependant, la banane fraîche mure est de très loin le principal produit commercial de la filière à l'échelle mondiale.

---

<sup>26</sup> Dans le PRACAS la banane est identifiée comme une culture de substitution aux importations.

**Tableau 9: Exemples de modes de valorisation de la banane et de ses sous-produits**

Produit	Forme de valorisation	Débouché
Fruit	chips de banane	Usage direct par les consommateurs ou utilisation par l'industrie agroalimentaire
	farine de banane	
	purée de banane	
	Pâte de banane	
	Confiture de banane	
	Jus/boissons à base de banane	
Fibres (feuilles, tronc)	Vannerie, décoration, tissus en fibres de banane, papier	Utilisation par les populations locales, artisanat et potentielles utilisations industrielles <sup>27</sup>
Fruits, feuilles, troncs et résidus	Alimentation animale, biogaz ou compost	Utilisation par les populations locales ou les transformateurs

Au niveau international, les exportations mondiales de banane ont connu une progression quasi continue depuis 2009 malgré des périodes de recul possiblement dues à des aléas dans les principales zones de production. Parmi les principaux pays importateurs de banane on peut citer: les Etats Unis, la Russie, l'Union Européenne, le Japon, la Chine ou encore les Emirats Arabes Unis.

Face à la croissance de la demande mondiale, des projets d'extension de la production ont vu le jour dans des pays africains tels que le Cameroun ou la Côte d'Ivoire (UNCTAD 2016).

Par ailleurs, même si elle ne couvre en moyenne qu'environ 7% des superficies de production de banane, la production de banane certifiée dans le cadre de standards (normes) volontaire de durabilité (Fairtrade, Global GAP, Agriculture Biologique, Rainforest Alliance) est en progrès (ITC 2017). Certains pays tel le Pérou (pour la production biologique) se sont spécialisés sur ce marché et ont bénéficié de cette tendance favorable pour accroître leurs exportations (FAO 2017, Banana Market Review 2015-2016).

Concernant les débouchés des produits non alimentaires issus du bananier, plusieurs projets ont mis en avant les retombées positives liées à la commercialisation de produits à base de fibres de bananes (paniers, nattes) confectionnées par des femmes issues de communautés rurales<sup>28</sup>. Diverses études pointent également le potentiel économique et environnemental de l'utilisation des fibres de bananes par l'industrie textile (Vigneswaran, et al. 2015; Padam, et al. 2014). Néanmoins, malgré son intérêt cette dernière forme de valorisation semble pour l'instant peu développée et surtout pratiquée en Asie.

#### Défis pour le développement de la filière

Selon le modèle choisi, le développement du secteur de la banane peut s'accompagner d'importants défis environnementaux et sociaux. Ces derniers sont liés à un niveau très important d'utilisation de produits agrochimiques, à la prédominance sur le marché international d'une seule variété de banane cultivée en monoculture de même qu'au niveau de rémunération parfois insuffisant et aux conditions de travail des producteurs (ITC 2017 The State of Sustainable Markets 2017).

<sup>27</sup> Padam, et al. "Banana by-products: an under-utilized renewable food biomass with great potential." *Journal of food science and technology* 51.12 (2014): 3527-3545

<sup>28</sup> Entreprise communautaire RANGSUTRA en Inde <http://rangsutra.com/> ou encore projet de l'ERDB en Jordanie <http://www.ebrd.com/news/2015/ebird-builds-a-better-future-for-jordans-women.html>



Dans le cas spécifique du Sénégal, Le document principal du PRACAS a recensé un ensemble de contraintes techniques et financières pour le développement de la production nationale. Ces dernières incluent:

- l'importance des investissements requis
- l'enclavement des zones de production
- l'accès limité aux intrants et aux emballages
- l'absence d'infrastructure de murisserie

#### **Propositions de questions de discussion pour le premier Atelier de l'ENEV**

- Le développement de la filière banane dans une optique de promotion des exportations soulève-t'il des questions de sécurité alimentaire ou de stabilité des prix sur le marché intérieur sénégalais?
- Quel est le niveau actuel de développement de la production de banane sous label biologique, fairtrade, Global GAP ou rainforest alliance au Sénégal et quelles sont les opportunités et les contraintes pour le développement de ce type de productions?
- Quelles sont les variétés de bananes actuellement exportées par le Sénégal?
- Quel est le niveau d'appui dont bénéficie la filière banane au Sénégal?
- Quelles sont les potentielles synergies entre le développement de la filière banane et celui de l'industrie agroalimentaire au Sénégal?

### **D. Filière produits de la mer**

Le secteur des produits de la mer (pêche et aquaculture) est un secteur hautement stratégique pour le Sénégal. Représentant 1,4% du PIB (Gouvernement du Sénégal 2017), générant plus de 600 000 emplois directs et indirects<sup>29</sup>, il joue également un rôle majeur en termes de sécurité alimentaire et fournit plus de 70% des apports de protéines animales consommées par les sénégalais (ILO 2008).

Cependant, malgré son importance économique, sociale et environnementale, le secteur et plus particulièrement la filière pêche maritime traverse une crise depuis plusieurs années (ILO 2008; Gouvernement du Sénégal 2017). Cette crise, liée à une surexploitation de la ressource se traduit par un recul des quantités de poisson débarquées au détriment des consommateurs locaux, des communautés de pêcheurs et des unités de transformation.

Du point de vue des exportations on constate que le Sénégal présente un avantage comparatif pour une large gamme de produits de la mer, que ce soit le poisson, les crustacés ou les mollusques. De même, le pays apparaît compétitif pour un ensemble de productions présentant des niveaux de valorisation plus ou moins élevés.

Ainsi, si le poisson congelé (à l'exclusion des filets) est le produit phare de la filière de par son niveau d'ACR et de recettes d'exportation (plus de 212 millions de \$US en 2016), les exportations des filets de poisson, de préparations ou conserve à base de poisson ou celles de farines de poisson sont elles aussi compétitives (voir tableau ci-dessous). Ce constat, conforté par la croissance des exportations de filets de poisson, laisse présager la possibilité d'une spécialisation accrue vers des productions à plus forte valeur ajoutée comme ambitionné par le PSE. A cet égard, le tableau 11 fournit plusieurs exemples de formes de valorisation du poisson et de ses co-produits. Ces derniers (peau, tête, viscères, etc.), représentent une matière première

<sup>29</sup> L'estimation du nombre d'emplois générée par le secteur de la pêche varie sensiblement selon les sources. Le chiffre de 600 000 apparaît comme le plus communément cité (APS, Dutertre et al. L'agriculture sénégalaise à l'épreuve du marché, 2010)

abondante utilisée aussi bien pour les besoins de l'industrie cosmétique, que ceux de l'aquaculture ou de l'industrie (IFREMER 2010).

**Tableau 10: ACR et revenus d'exportation au niveau de la filière produits de la mer**

Code CTCI	Produit	ACR 2016	Valeur des exportations en millions de \$US		Evolution ACR (2010-2016)	Croissance moyenne des exportations (2009-2015)	
			2009	2016		Sénégal	Monde
0342	Poissons congelés (à l'exception des filets de poisson et du poisson haché)	71.27	63.05	212.59	17%	20%	1.68%
0363	Mollusques et invertébrés aquatiques	35.15	49.92	58.93	-6%	n/a	5.54%
0355	Farines et paillettes de poisson propres à la consommation humaine	20.67	0.00	0.10	18%	6%	-7.99%
0361	Crustacés congelés	9.12	20.46	22.79	-8%	-3%	6.84%
0351	Poissons, séchés, salés ou en saumure, mais non fumés	8.37	1.29	3.45	36%	39%	-2.26%
0341	Poissons frais ou réfrigérés (à l'exclusion des filets et du poisson haché)	6.39	86.91	34.18	-26%	-16%	4.04%
0814	Farines, poudres, d'abats, de poissons ou de crustacés, de mollusques impropres à l'alimentation humaine	4.17	1.60	5.17	12%	20%	2.88%
0371	Préparations ou conserves de poisson	3.82	12.32	5.68	28%	9%	3.67%
0352	Poissons salés, mais non séchés ou fumés, et poissons en saumure	2.15	0.10	0.44	-30%	27%	6.89%
0345	Filets de poisson, frais ou réfrigérés, et autre chair de poisson (même hachée), frais, réfrigérés ou congelés	1.72	0.07	2.99	84%	-21%	5.12%

**Tableau 11: Exemples de modes de valorisation du poisson et de ses co-produits**

Produit	Forme de valorisation	Débouché
<b>Poisson (chair)</b>	Filets de poisson	Alimentation
	Conserves de poisson	
	Préparations alimentaires à base de poisson	
<b>Co-produits (peau, tête, viscères, etc.)</b>	Huile de poisson	Santé/nutrition
	Gélifiants	Alimentation, Préparations alimentaires
	Farine de poisson	Aquaculture; alimentation animale
	Engrais	Agriculture
	Graisses industrielles	Industrie
	Collagène	Cosmétiques

### Organisation de la filière

Le Sénégal abrite une des flottes de pêche artisanale les plus importantes d'Afrique (FAO 2014). En 2014 celle-ci était estimée à 10 878 pirogues sur lesquelles opéraient 57 139 pêcheurs. En plus de l'importance de ses effectifs, la filière de la pêche artisanale joue un rôle prépondérant au niveau des captures (87,7% du total des débarquements de poisson réalisés par la pêche sénégalaise en 2014<sup>30</sup>).

De façon schématique, la filière des produits de la mer au Sénégal s'organise autour des acteurs suivants:

- Flotte artisanale
- Flotte industrielle
- Aquaculture
- Mareyeurs
- Transformateurs (artisanaux<sup>31</sup> ou industriels) et/ou Conditionneurs
- Exportateurs

Le secteur des produits de la mer fait l'objet d'une attention particulière de la part des autorités sénégalaises notamment dans le cadre du Plan Sénégal Emergent. Ainsi diverses actions ont été entreprises en vue de soutenir la filière et de renforcer son encadrement. A cet égard on peut citer:

- le renforcement de la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN)
- l'adoption d'un nouveau code de la pêche
- le projet de développement de l'aquaculture
- le projet de création de pôles industriels intégrés de transformation de produits de la mer

En plus des efforts susmentionnés, la structuration du secteur de la pêche a bénéficié d'appuis de la part des partenaires techniques et financiers à travers des initiatives telles que le projet USAID/COMFISH visant à contribuer à la mise en place d'une gestion concertée et durable des ressources halieutiques au Sénégal.

### Principaux débouchés et tendance de marché

Les exportations sénégalaises se concentrent vers l'Europe, l'Afrique et l'Asie. On observe au niveau de ces marchés une dé-corrélation importante entre les quantités exportées et les revenus d'exportation générés. Ainsi, le marché africain absorbe près de 66% des exportations sénégalaises mais génère moins de 30% des revenus d'exportation. A l'opposé, l'Europe n'absorbe que 19,2% des quantités de poisson exportées mais génère 40,4% des recettes. (Gouvernement du Sénégal 2017). Cette situation semble indiquer une concentration des productions les plus rentables vers le marché européen.

Dans le détail, les principaux pays importateurs de produits de la mer en provenance du Sénégal sont: la Côte d'Ivoire (poissons frais), la Corée du Sud (poissons frais), la France (poisson frais; crustacés, mollusques et coquillages; conserves de poisson), le Cameroun (poissons frais), le Mali (poissons frais), l'Espagne (crustacés, mollusques et coquillages), l'Italie (crustacés, mollusques et coquillages), le Congo (poisson séché) et le Maroc (conserves de poisson).

D'un point de vue général, le marché international des produits de la mer est marqué par quatre tendances de fond qui pourront éclairer les travaux de l'ENEV:

- Surexploitation des stocks de poisson avec près d'un tiers des stocks de poisson surexploités en 2011 et 61% des stocks de poisson déjà pêchés à un niveau maximal
- Hausse de la consommation de poisson par individu (entre 2012-2014 et 2024 la consommation moyenne de poisson par individu devrait augmenter de 9% et la consommation de poisson en Afrique sub-saharienne devrait s'accroître de 30% d'ici 2030)

---

<sup>30</sup> Gouvernement du Sénégal 2017

<sup>31</sup> Les femmes jouent un rôle prépondérant dans la transformation artisanale des produits de la mer

- Développement de l'aquaculture qui devrait passer de 44% de la production mondiale de poisson en 2014 à plus de 60% en 2030

- Utilisation croissante de standards de pêche ou d'aquaculture durable. En croissance rapide et couvrant déjà plus de 10% de la production total de produits de la mer, ces standards peuvent constituer un prérequis pour l'accès à certains marchés rémunérateurs et offrent un potentiel à la fois pour la promotion d'une production durable et pour la valorisation de la production (UNCTAD 2016 b). A cet égard on peut noter l'existence d'un label de pêche durable sénégalais (Beg Ellek) qui se veut une des premières initiatives du genre en Afrique<sup>32</sup>.

#### **Propositions de questions de discussion pour le premier Atelier de l'ENEV**

- Quel est le niveau de développement des standards de pêche durable au Sénégal et quel est le potentiel existant en matière de certification?
- Quelles est le niveau actuelle de la production aquacole au Sénégal?
- Quels sont les défis rencontrés en vue du développement de l'aquaculture?
- Existe-t-il une stratégie ou un programme spécifique destiné à la promotion de l'aquaculture durable au Sénégal?
- Quelles sont les opportunités existantes pour le développement d'exportation de produits à plus forte valeur ajoutée (filets de poisson, préparations à base de poisson, conserves)?
- L'utilisation des sous-produits de la filière est-elle maximisée à travers la production de farine de poisson, huile de poisson ou d'autres procédés (ex. production d'engrais)?
- Quel est le niveau de compétition entre le marché national et les exportations?
- Quels sont les facteurs expliquant le différentiel entre la valeur des produits exportés vers l'Afrique et ceux exportés vers l'Europe?
- Les circuits commerciaux existants permettent-ils aux acteurs de la filière d'exporter leur production vers les marchés les plus rémunérateurs

### **E. Filière cosmétiques naturels**

Grace à sa biodiversité, le Sénégal dispose d'un réel potentiel pour la production et l'exportation d'intrants/produits cosmétiques. En 2016, les produits cosmétiques représentent près de 1,5% des exportations sénégalaises avec des recettes d'exportations cumulées de plus de 39 millions de \$US. Par ailleurs, dans un marché mondial en croissance, le développement de la filière des cosmétiques naturels offre des perspectives prometteuses.

En plus de son intérêt commercial, la filière des cosmétiques naturels revêt une forte importance sociale et environnementale. Tout comme l'anacarde (voir section XX), plusieurs de ses produits phares tels le karité ou la gomme karaya (Laalo Mbep) sont des produits forestiers non ligneux pouvant générer de réels bénéfices pour les communautés rurales<sup>33</sup> (revenus additionnels, lutte contre l'exode rural, emploi des femmes). De plus, compte tenu de la dégradation des écosystèmes et du recul des superficies forestières (Gouvernement du Sénégal 2014), l'exploitation maîtrisée des ressources végétales et l'accroissement de leur niveau de valorisation peut jouer un rôle non négligeable dans une optique de protection de la biodiversité.

<sup>32</sup> <http://www.begellek.org/>

<sup>33</sup> USAID (2005), IRG (2003), UICN (2006)

### Recettes d'exportations et principaux marchés

Le tableaux-ci-dessous présente les revenus d'exportation des produits cosmétiques exportés par le Sénégal et identifiés dans le cadre de la présente étude sur la base de leur ACR. Il met en avant l'importance des exportations de "produits de beauté et de soin de la peau" qui représentent 72% du total des revenus d'exportation de la filière. Le tableau met également en évidence la croissance du marché mondial ainsi que le recul de la compétitivité des exportations sénégalaises caractérisé par un rythme de progression inférieur à celui des exportations mondiales.

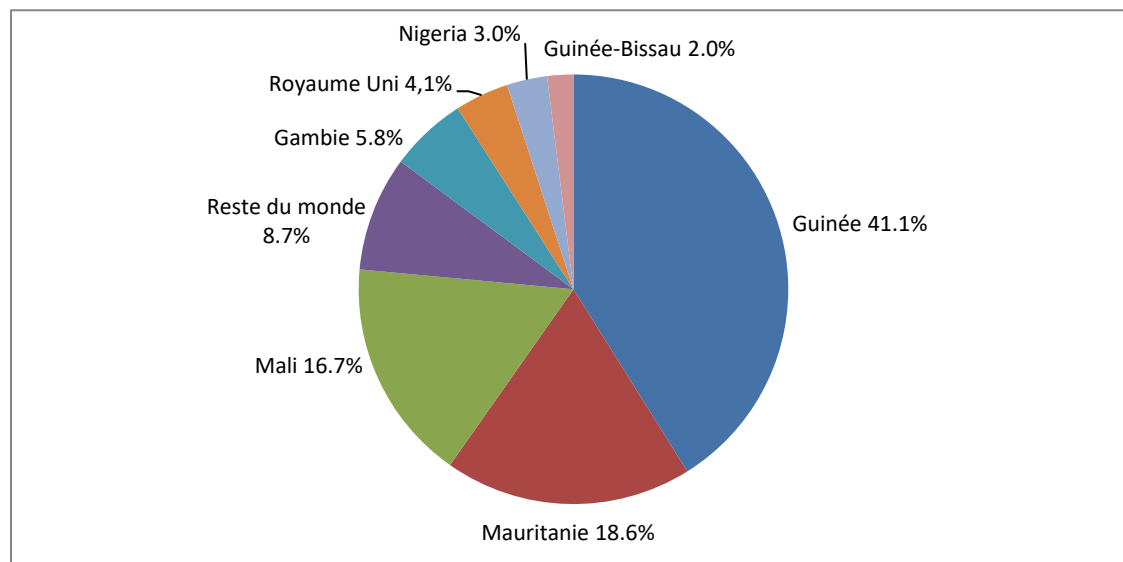
**Tableau 12: ACR et recettes d'exportation du secteur cosmétique sénégalais**

Code CTCI	Produits	ACR 2016	Valeur des exportations (millions de \$US)		Evolution ACR (2010-2016)	Croissance des exportations (2009-2015)	
			2009	2016		Sénégal	Monde
			5532	Produits de beauté/ préparation pour le soin de la peau		3.28	27.28
5531	parfums et eaux de toilette	2.15	8.08	8.65	-5.60%	3%	2.18%
5541	Savons en barres, etc.	2.03	4.60	2.19	-18.62%	-16%	0.77%

Compte tenu de la difficulté à identifier des informations récentes et détaillées sur la filière, il sera intéressant de confirmer lors du 1<sup>er</sup> atelier de l'ENEV si les sous-filières identifiées correspondent à des productions locales ou si elles incluent une proportion plus ou moins importante de reconditionnement, de retraitement, voir même si elles constituent des cas de réexportations.

Concernant les destinations d'exportation, on peut constater dans le graphique ci-après que les exportations sénégalaises de produits de beauté et de soin de la peau se concentrent en très grande partie sur les pays limitrophes avec plus de 76% du volume des transactions réalisées vers la Guinée, le Mali et la Mauritanie. On notera également la présence d'un seul pays non africain, le Royaume-Uni, dans les principales destinations d'export. Cette situation confirme le positionnement du Sénégal en tant que pays orienté vers la CDEAO et vers un marché continental présentant un fort potentiel de croissance (Euromonitor 2012). Elle peut également être interprétée comme le signe d'un développement limité des exportations à destination des principaux marchés mondiaux que sont l'Asie, l'Amérique du Nord et l'Europe.

**Graphique 9: Marchés des exportations sénégalaises pour les produits de beauté et de soin de la peau**



#### Exemples de produits naturels utilisés pour fabrication de cosmétiques

Tout comme la filière des produits de la mer, la filière des cosmétiques sénégalais repose sur une large variété d'espèces naturelles pouvant être valorisés sous des formes multiples. On peut ainsi relever qu'en plus des produits forestiers non ligneux, des produits tels que les noyaux de mangue présentent également un potentiel pour la production de cosmétiques. Afin de fournir un aperçu du type de production existantes, divers ingrédients naturels exportés ou susceptibles d'être exportés par le Sénégal sous une forme transformée sont présentés-ci-dessous.

- Karité

Le beurre de karité est une des huiles végétales naturelles les plus importantes utilisées par l'industrie cosmétique (CBI 2016). Selon les données disponibles le Sénégal exportait en 2011 environ 200 tonnes d'amandes de karité (contre 18'000 tonnes pour le Mali, 60'000 pour la Côte d'Ivoire ou 200'000 pour le Ghana). Le Sénégal disposait en outre d'une capacité de production mécanique de beurre de karité relativement limitée à l'échelle des pays d'Afrique de l'Ouest (Lovett 2013<sup>34</sup>).

Sur le plan social, l'exploitation du karité est considérée comme générant un impact positif notamment à travers les revenus qu'il génère pour les femmes dans les zones rurales.

- Gomme karaya

Le Sénégal est l'un des principaux producteurs mondiaux de la gomme karaya. Ce produit est principalement exploité dans la région de Tambacounda. Consommée par le marché local et exportée pour les besoins de l'industrie cosmétique, elle constitue une importante source de revenus pour les populations rurales. Une étude réalisée par USAID en 2005 estimait qu'elle rapportait annuellement 1'375'000 \$US aux producteurs et offrait un potentiel économique total qui pourrait s'élever 6'500'000 US\$ à l'échelle de la filière. Cependant, la

<sup>34</sup> Présentation disponible sur:  
[http://www.globalshea.com/uploads/files/nyc\\_shea\\_trade\\_and\\_industry\\_conference\\_presentations/lovett\\_nyc\\_global\\_shea\\_may\\_2013\\_75.pdf](http://www.globalshea.com/uploads/files/nyc_shea_trade_and_industry_conference_presentations/lovett_nyc_global_shea_may_2013_75.pdf)

survie même de cette production apparaissait menacée en raison d'une surexploitation et de pratiques de collecte inadaptées (USAID 2005).

- Beurre ou huile de mangue

Le beurre et l'huile de mangue sont principalement destinés à l'industrie cosmétique. Tirés du noyau de la mangue ils représentent une opportunité de valorisation des sous-produits de cette dernière. La valeur indicative du beurre et de l'huile de mangue pourrait atteindre jusqu'à 3'000 \$US la tonne mais cette production semble nécessiter des investissements importants et poser certains défis techniques (PAEPARD COLEACP 2013).

#### Aperçu de la chaîne de valeur

Compte tenu de l'hétérogénéité des produits et des modes de production, la chaîne de valeur des cosmétiques naturels regroupe une large diversité d'acteurs. Ces derniers peuvent être catégorisés de la façon suivante:

- Producteurs
- Collecteurs/intermédiaires
- Grossistes
- Transformateurs et industries d'exportation
- Exportateurs

Par ailleurs, dans le cas des produits cosmétiques on peut souligner le rôle crucial des activités de recherche et développement et de marketing qui permettent de générer une importante part de la valeur du produit.

#### Tendances de marché et principaux défis

Le marché de la cosmétique à base d'ingrédients naturels est marqué par des tendances de fond qui répondent en grande partie aux orientations mise en avant au travers de l'ENEV. Parmi ces dernières on peut citer:

- la demande pour des modes de production (collecte et transformation) respectueux de l'environnement
- la dimension marketing importante des aspects culturels et humains
- l'importance des pratiques de responsabilité sociale d'entreprise
- l'importance de standards de qualité en vue de l'accès au marché
- le développement de la valorisation des produits au niveau des pays fournisseurs de matière première
- l'établissement d'une relation plus directe entre producteurs de matière première et producteurs de cosmétiques
- la diversification des produits et le développement de produits à forte valeur ajoutée

Dans le cas du Sénégal, les défis identifiés incluent:

- le manque de visibilité des informations relatives à la filière et des dispositifs de soutien dont elle bénéficie
- la nécessité de mise en place de modes de gestion durable de la ressource
- la qualité de la matière première et la fiabilité des approvisionnements



### **Propositions de questions de discussion pour le premier Atelier de l'ENEV**

- Quelles sont les principaux ingrédients naturels pour l'industrie cosmétique et les principaux produits cosmétiques exportés par le Sénégal?
- Quelles sont les possibilités de développer de façon durable la production de ces ingrédients naturels pour l'industrie cosmétique au Sénégal?
- Quelles sont les raisons expliquant la concentration des exportations sénégalaises vers le marché de la sous-région et quelle est la part de ré-export au niveau de ces dernières?
- Quelle est la raison de la faiblesse du niveau de progression des exportations sénégalaises en comparaison du celui des exportations mondiales
- Quels sont les programmes de soutien dont bénéficie ou a récemment bénéficié la filière?
- Quelle est la capacité de transformation des ingrédients naturels pour la production cosmétique au Sénégal?
- Quelles sont les synergies entre la filière cosmétiques et les autres filières envisagées dans le cadre de l'ENEV?
- Quel est le niveau actuel des activités recherche et développement dans le secteur des cosmétiques au Sénégal et quels sont les exemples de partenariats entre les domaines de la recherche et de la production industrielle
- Les synergies entre cosmétiques naturelles et tourisme font-elles l'objet d'une attention spécifique de la part des autorités et/ou des opérateurs économiques

### **F. Examen et sélection des secteurs lors de l'Atelier national**

Les éléments d'analyse contenus dans le présent document constituent une base de discussion pour l'Atelier de lancement de l'ENEV du Sénégal. Comme évoqué en introduction, l'atelier national a pour but la sélection, à travers une large concertation des parties prenantes, de deux secteurs qui feront l'objet d'un examen approfondi lors de la suite du projet. Cette sélection sera effectuée sur la base d'un examen collectif prenant en compte les potentialités, besoins et défis propres à chacun de ces secteurs dans la perspective de la promotion de l'export vert. L'atelier cherchera notamment à identifier les filières dans lesquelles, l'ENEV sera à même de contribuer à générer les bénéfices les plus importants en termes de création de valeur ajoutée, d'emploi et de protection de l'environnement.

Le choix des deux filières cibles de l'ENEV sera précédé par des sessions sectorielles au cours desquelles interviendront des acteurs et des experts de chacune des filières envisagées dans ce document. Ces sessions permettront à l'ensemble des participants de disposer d'un panorama complet des secteurs abordés et de mieux appréhender leurs perspectives de croissance et les défis auxquels ils font face dans l'optique du développement de filières de production et d'export vert.

Lors de l'atelier, une participation active des représentants des services de l'Etat, des institutions de recherche, des entreprises, des associations professionnelles et des ONG spécialisées dans les questions développement durable, sera essentielle pour que la sélection des filières cibles s'effectue de façon optimale.

Suite à la tenue de l'atelier, la présente étude préliminaire sera révisée par la CNUCED et les filières prioritaires sélectionnées par les parties prenantes feront l'objet d'une analyse approfondie réalisée par des experts nationaux.

## BIBLIOGRAPHIE

### Documents de référence

- ANSD; 2015; Situation économique et sociale du Sénégal 2012
- ANSD; 2016; Situation économique et sociale du Sénégal 2013
- ANSD; 2013; Enquête nationale sur le secteur informel au Sénégal (ENSIS 2011)
- ANSD; 2013 (b); Enquête nationale sur le secteur informel au Sénégal (ENSIS 2011). Rapport Final
- ANSD; 2017; Situation économique et sociale du Sénégal 2014
- APIX; 2013; Fiche d'opportunités dans l'aquaculture au Sénégal
- ASEPEX; Plan stratégique de développement des exportations (2016-2020)
- ASEPEX; 2012; Can smallholder producers ever succeed in export supply chains? Case study: Senegal Mango sector (Présentation power point)
- ASEPEX; 2012 (b); Modes de transformation de la mangue; Etude mangue n° 2
- ASEPEX; 2016; Guide Export mangue du Sénégal
- ASEPEX; 2016 (b); Fiche pays Etats-Unis
- Bloomberg; 2016; Cashew Prices Are About to Go Nuts  
Article disponible sur <https://www.bloomberg.com/news/articles/2016-10-31/snack-food-sticker-shock-for-cashew-eaters-after-vietnam-drought>
- CBI; Which trends offer opportunities on the European market for natural ingredients for cosmetics?; Updated on Tuesday, May 16, 2017  
Disponible sur <https://www.cbi.eu/market-information/natural-ingredients-cosmetics/trends/>
- CBI; Exporting shea butter for cosmetics to Europe; Updated on Thursday, November 24, 2016  
Disponible sur <https://www.cbi.eu/market-information/natural-ingredients-cosmetics/shea-butter/>
- CBI; Promising EU and EFTA export markets for West African cashew African cashew African cashew nut kernels; Updated on 30 September 2014  
Disponible sur <https://www.cbi.eu/market-information/processed-fruit-vegetables-edible-nuts/cashew-nuts-west-africa/promising-markets/>
- COLEACP PAEPARD; 2013; Rapport de l'Atelier régional du PAEPARD/COLEACP sur la valorisation non-alimentaire des mangues en Afrique de l'Ouest
- DGPPE; 2014; Le financement de l'économie au Sénégal; Document de travail
- Dutertre et al. 2010; L'agriculture sénégalaise à l'épreuve du marché; Paris; Karthala
- FAO, WWF; 2015; Fisheries and Aquaculture in the Context of Blue Economy; Background paper
- FAO; 2017; Banana Market Review 2015-2016; Rome
- FAO; 2017; Banana Statistical Compendium; 2015-2016; Rome
- FMI; 2017; Rapport des services du FMI pour les consultations au titre de l'article IV et troisième revue de l'instrument de soutien à la politique économique; Rapport du FMI n° 17/1; Janvier 2017
- FMI; 2017; Senegal Selected Issues; IMF Country Report No. 17/2
- GIZ; 2014; Manuel agriculture contractuelle
- Global Shea Alliance; The Shea Industry's Economic Impact in Africa; Lovett  
Présentation disponible sur:  
[http://www.globalshea.com/uploads/files/nyc\\_shea\\_trade\\_and\\_industry\\_conference\\_presentations/lovet\\_t\\_nyc\\_global\\_shea\\_may\\_2013\\_75.pdf](http://www.globalshea.com/uploads/files/nyc_shea_trade_and_industry_conference_presentations/lovet_t_nyc_global_shea_may_2013_75.pdf)
- ILO; 2008; Diagnostic national sur la situation sociale du travail et de l'emploi dans secteur de la pêche au Sénégal; Project pour le développement rationnel et durable du secteur de la pêche
- IFREMER; 2010; La valorisation des co-produits; version 2; Aout 2010
- INRA; 2010; Le bananier et ses produits dans l'alimentation animale; Centre Antilles Guyane
- IRAM; 2014; Identification des possibilités d'appui aux filières de commercialisation porteuses. Rapport Final; PSON/FED
- IRG; 2003; Filières intéressantes pour Wula Nafaa
- ITC, IISD, FiBL; 2017; The State of Sustainable Markets 2017. Statistics and emerging trends; Geneva
- Ministère de l'économie et des finances; 2016; Structure du PIB Sénégalais; DPEE

Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan; 2016; Situation économique et financière en 2016 et perspectives en 2017; Direction Générale de la Planification et des Politiques Economiques; Direction de la Prévision et des Etudes Economiques

Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature, des Bassins de Rétention, de l'Aquaculture et des Lacs Artificiels; 2007; Production et évaluation économique de la noix d'anacarde et de pomme cajou au Sénégal. Rapport technique

Ministère de l'Environnement et du Développement Durable; 2015; Lettre de politique de développement du secteur de l'environnement et du développement durable (LPD/SEDD) 2016-2020

Ministère de l'Environnement et du Développement Durable; 2015 (b); Stratégie nationale pour la promotion des emplois verts au Sénégal. Rapport final

Ndao et al. 2014; L'importance socio-economique de la cueillette des produits forestiers non ligneux (PFNL) dans la communauté rurale de Niaguis; Revue de géographie du laboratoire Leïdi – ISSN 0851 – 2515 – N°12

Padam, et al. 2014; "Banana by-products: an under-utilized renewable food biomass with great potential." Journal of food science and technology 51.12 (2014): 3527-3545

PAGE; 2015; L'industrie verte au Sénégal : Évaluation et perspectives de développement

PNUD; 2012; Les enjeux d'une économie verte au Sénégal

UNCTAD; 2016; Banane. Profil de produit de base par INFOCOMM; New York et Genève

UNCTAD; 2016 (b); Trade and Environment Review 2016. Fish Trade

UNCTAD; 2017; From Regional Economic Communities to a Continental Free Trade Area: Strategic tools to assist negotiators and agricultural policy design in Africa

UNDP; 2012; Les enjeux de l'économie verte au Sénégal; Policy brief n°2

UNECA; 2014; Etude sur l'économie verte en Afrique de l'ouest. Renforcement des capacités des pays ouest-africains en économie verte pour l'atténuation des changements climatiques

UNEP; 2014; Economie verte. Rapport exploratoire. Sénégal

UICN; 2006; Evaluation économique des ressources sauvages au Sénégal

USAID; 2005; Etude de cas sur les produits naturels. Le laalo mbepp au Sénégal

USAID; 2006; Mango Value Chain - Senegal. Analysis and Strategic Framework for Sub-sector Growth Initiative

USAID; 2010; Investing in Shea in West Africa. A U.S. Investor's Perspective; West Africa Trade Hub Technical Report

USAID; 2011; Exports, employment and incomes in West Africa; West Africa trade hub technical report no. 39

USAID; 2015; Support to promote trade and value addition of the mango value chain in Burkina Faso, Ghana, and Senegal; Trade Hub and African Partners Network

Université de Ziguinchor Agrobusiness de l'anacarde en Casamance (Sénégal) : atouts, contraintes et perspectives d'industrialisation; Mbade Sène  
Présentation disponible sur: [https://www.afdb.org/uploads/tx\\_lafdbpapers/Presentation\\_sene.pdf](https://www.afdb.org/uploads/tx_lafdbpapers/Presentation_sene.pdf)

Vigneswaran, et al. 201). Banana Fiber: Scope and value added product development. Journal of Textile and Apparel, Technology and Management. 9

World Bank; 2017; Global Economic Prospects: Weak Investment in Uncertain Times. Sub-Saharan Africa; January 2017  
Available at <http://pubdocs.worldbank.org/en/839841484089619540/Global-Economic-Prospects-January-2017-Weak-investment-uncertain-times-SSA-EN.pdf>

République du Sénégal, PNUD; Programme d'Appui à la Création d'Opportunités d'Emplois Verts au Sénégal-PACEV; Document de projet

République du Sénégal; 2002; République du Sénégal, Journal Officiel, DECRET n° 2002-273 du 7 mars 2002

République du Sénégal; 2014; Plan Sénégal Emergent; Février 2014

République du Sénégal; 2014 (b); Plan Sénégal Emergent. Plan d'Actions Prioritaires 2014-2018; Février 2014

République du Sénégal; 2014 (c); Cinquième rapport national sur la mise en œuvre de la Convention Internationale sur la Diversité Biologique; Rapport Final; Mars 2014

République du Sénégal; 2014 (d); Programme d'accélération de la cadence de l'agriculture sénégalaise.  
PRACAS; Document principal  
République du Sénégal; 2015; Loi n° 2015-18 du 13 juillet 2015  
République du Sénégal; 2016; Le Sénégal destination prioritaire de la Chine  
Article disponible sur  
[http://www.commerce.gouv.sn/article.php3?id\\_article=446#sthash.CZtyZVpG.htMn1A3W.dpbs](http://www.commerce.gouv.sn/article.php3?id_article=446#sthash.CZtyZVpG.htMn1A3W.dpbs)  
République du Sénégal; 2017; Loi n°2017-06 du 06 janvier 2017  
République du Sénégal; 2017 (b); Décret n°2017-932  
RONGEAD; 2013; Connaître et Comprendre le marché international de l'anacarde  
Royaume du Maroc; 2015; Circulaire n°5490/223  
TRAIDCRAFT; Cashing on Cashews. How EU supermarkets drive exploitation of cashew workers in India  
Vigneswaran, et al. "Banana fiber: scope and value added product development." Journal of Textile and  
Apparel, Technology and Management 9.2 (2015).  
World Bank; 2014, Senegal Economic Update. Learning from the past for a better future; First edition  
World Bank; 2017; Doing Business 2017  
WUR, ACFED; 2013; Valorisation des déchets de mangue. Les briquettes (Présentation power point)

### **Portails d'information statistique**

FAO Stats

<http://www.fao.org/faostat/en/#data>

UNCTAD Stats

<http://unctadstat.unctad.org/EN/>

WITS

<http://wits.worldbank.org/>

World Development Indicators

<https://data.worldbank.org/data-catalog/world-development-indicators>